

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 20 JUIN 1979 - N° 940

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2.00 F.

Beyrouth : l'armée dans un quartier chrétien

L'armée libanaise a pénétré lundi dans le quartier chrétien de Ain el Remmaneh, habité par des chrétiens. Les milices de droite s'en sont retirées. La population, excédée par l'oppression qu'elle subissait depuis quatre ans et par les massacres auxquels se livraient depuis plusieurs jours les miliciens dans leurs rivalités intestines, a accueilli triomphalement les soldats. C'est la première fois que l'Etat rétablit son autorité sur une des zones tenues par les milices de droite.

Nicaragua : la progression des forces sandinistes

Lire en page 11

La journée de soutien à Longwy organisée par la section Longwy-Villerupt du PCR ml

Lire en pages 4 et 5

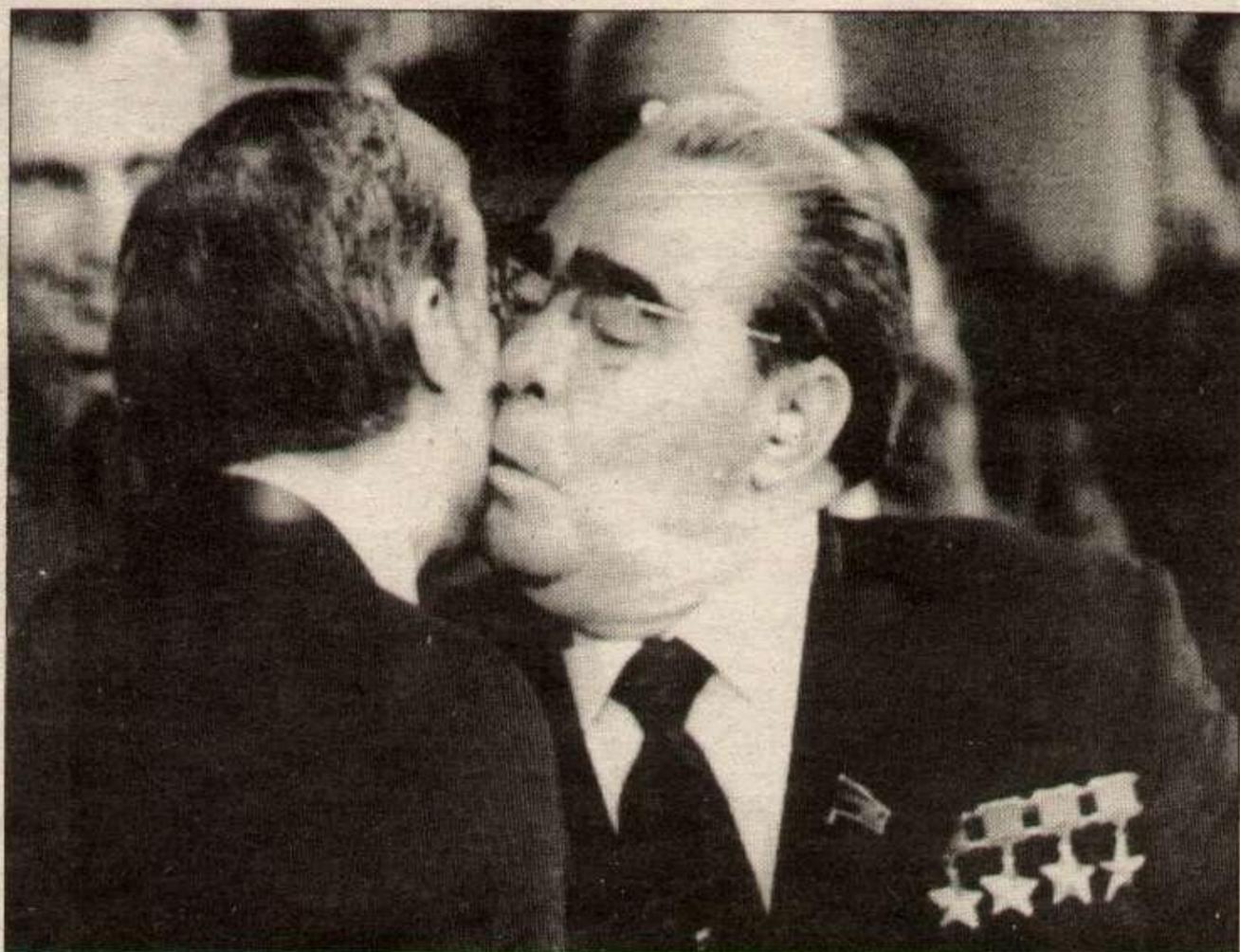
Manifestation pour les libertés

A l'appel de l'Union régionale CGT Ile-de-France et des sections académiques du SNES de Paris, Créteil et Versailles une manifestation aura lieu jeudi 21 à 16 h 30 de la République à Barbès pour la défense des libertés, pour la levée des condamnations qui frappent injustement les emprisonnés du 23 mars et du 1^{er} mai et contre les lois scélérates de Bonnet et Stoléru.

Brejnev et Carter signent l'accord SALT II à Vienne

LA FAUSSE PAIX DES SUPERPUISSANCES

Aucun ralentissement dans leur rivalité



R.V.I. - BLAINVILLE :
INTERVENTION POLICIERE
MARDI A L'AUBE

*«Pas question de reprendre
tant qu'ils sont là !»*

Lire en page 3

Carter et Brejnev ont signé, comme prévu, lundi à Vienne, les accords sur la «limitation des armements nucléaires stratégiques», dont la période d'application devrait aller jusqu'en 1985. Bien que les textes définitifs n'aient pas encore, à cette heure, été rendus publics, ce qui en filtre, ainsi que les présentations qui en ont été faites par les deux délégations, américaine et soviétique, indiquent qu'il n'y a aucune surprise, et que les deux chefs d'Etat n'ont fait que signer des accords qui avaient été, pour l'essentiel, mis au point dans leur forme définitive, depuis au moins un mois et demi.

Quels que soient les propos légalisateurs de Brejnev et de Carter rien n'est réglé, car SALT II n'est qu'une étape dans la rivalité soviéto-américaine.

Lire en page 10

LUTTES OUVRIERES

Victoires chez Devoiselle et Nodet

Depuis 3 semaines, les ouvriers de la Cartonnerie Devoiselle, à Dammarie-les-Lys, étaient en grève. En majorité composé d'immigrés et de femmes, le personnel demandait des avantages similaires à ceux dont bénéficient les ouvriers d'une autre usine du groupe à Reims : que les deux jours et demi de congés supplémentaires obtenus lors de la grève d'avril 1977 soient portés à 4, la prime de repas augmentée, que les salaires des femmes soient revalorisés par rapport à ceux des hommes. Grève dynamique, avec des manifestations et collectes dans les rues de Dammarie, des piquets de grève bloquant les livraisons... Le patron, qui avoue lui-même « ne pas être un philanthrope », assignait 47 grévistes devant les tribunaux, à la suite du blocage d'un camion, et demandait leur expulsion, y compris au moyen des forces de l'ordre. Finalement, il a dû en rabattre, et céder sur un certain nombre de revendications : 11 % d'augmentation, une demi-journée de congés payés supplémentaires, relèvement des bas salaires et égalité des salaires hommes-femmes.

Par ailleurs, les travailleurs de chez Nodet, une entreprise de machines agricoles à Montereau, viennent d'obtenir une victoire après plusieurs jours d'occupation. Sur à peu près 400 personnes que compte l'usine, la grève avec occupation avait été décidée par 150 et suivie par 200 grévistes. Le patron a dû céder rapidement, devant la détermination des grévistes, en majorité immigrés, et le soutien du syndicat des métaux Sud 77 de la CFDT.

D'après corr. MELUN

Réunion - débat

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET LES LICENCIEMENTS

Le mercredi 20 juin 1979 à 18 h 30 à la MJC de Montrouge

Cellule de Malakoff du PCR ml
Cellule André Marty du PCML

NAVALE, SIDERURGIE ! RENCONTRE OUVRIERE DE SOLIDARITE

Chalet de l'Ermitage - Ch. de l'Ermitage
R.N. de la Viste -

13015 Marseille Bus 26 et 26

PARTI COMMUNISTE
MARXISTE LENINISTE

26, bd. des Dames 13022 Marseille

JEUDI
21
JUN
à partir de
18H 30

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

DEUX MOIS DE LUTTE CHEZ FRAMATOME-CHALON

La direction suspend 21 contrôleurs

La lutte se durcit à Framatome. Après l'entrevue négative du 13 juin, 8 % du personnel gréviste décidait d'interdire le chargement par La Darse d'une cuve de réacteur nucléaire à destination de la centrale de Braud-Saint-Louis en Gironde. Un autre conflit se déroule en même temps chez Framatome-Creusot. Les ouvriers ont bloqué ouverte la porte de l'accélérateur linéaire.

Nous publions un communiqué que nous ont fait parvenir les sections syndicales CFDT et CGT.

« Depuis maintenant deux mois, la société Framatome (fabricant exclusif de centrales nucléaires) est en situation de conflit social avec le personnel de l'établissement. Les revendications avancées par les organisations syndicales CGT et CFDT portent sur la réduction du temps de travail (35 heures et 5^e semaine de congés payés), sur la remise en cause en 1980 (par le biais de l'accord de salaire) de l'indexation des salaires sur l'indice INSEE et 300 F

d'augmentation pour tous. Ce mouvement, suivi unanimement par le personnel atelier, s'est considérablement durci depuis le 5 juin. Les grévistes occupent depuis cette date, 24 heures sur 24, un local où sont stockés les appareils de contrôle ultra-sons. Après avoir fait constater cette entrave par huissier puis produit sans résultat une ordonnance judiciaire d'évacuation, la direction vient de décider la suspension du contrat de travail des opérateurs en contrôle

Ultra-sons. Depuis mardi 12 juin midi, 21 personnes ne sont plus rémunérées. Lors d'une réunion devant l'inspecteur du travail, où direction et syndicats prenaient contact pour la première fois depuis le durcissement de l'action, la direction n'a pas vu l'utilité de négocier sur des problèmes qui n'existent pas selon elle.

Framatome, c'est avant tout le fabricant français exclusif de centrales nucléaires et en tant que tel il s'agit bel et bien d'une entreprise très spécialisée s'adressant à des marchés internationaux où les sommes en jeu sont incroyablement élevées. Malgré l'aspect moderne de cette industrie, il n'en demeure pas moins que la politique sociale est considérablement en retard par rapport au niveau technologique

atteint par l'entreprise. A Chalon les travailleurs sont soumis aux cadences des 3x8, l'horaire hebdomadaire pratiqué est de 41 h 50 (alors que dans le même groupe à Creusot-Loire des licenciements sont prévus), le salaire brut minimum est de 2 476 F seulement (valeur avril 1979), les salariés de Framatome Chalon ne possèdent pas encore le 13^e mois complet. Devant les conditions sociales actuellement vécues par les travailleurs, les sections syndicales CFDT et CGT, avec l'accord du personnel, se préparent à durcir le mouvement si la direction continuait à refuser l'ouverture de négociations.

Les sections syndicales
CFDT et CGT
de Framatome
71 380 Saint-Marcel

Sonacotra foyer de Massy : menace de fermeture à partir de vendredi

Le 23 mai dernier, la Sonacotra envoyait à 600 résidents du foyer de Massy Palaiseau (Essonne) une lettre dans laquelle elle leur signifiait, que, faute d'avoir payé leur redevance, ils devraient déménager leur chambre, sous peine d'être expulsés. C'est ce vendredi que cette menace vient à exécution.

Les résidents du foyer de Massy sont en grève des loyers depuis trois ans et demi, autour de la plate-forme revendicative du Comité de coordination. Ils connaissent la même réalité que les autres foyers : c'est le règlement intérieur disciplinaire,

d'un F 5 ! Quoique parler d'un F 5 en la matière est abusif car on ne saurait parler des conditions d'habitat — loin d'être mirifiques déjà — d'un HLM. On voit — affirment des résidents — dans les chambres, les couloirs et ailleurs l'humidité qui

Sonacotra de passer outre et d'envisager la fermeture du foyer. Les prétextes ? Ils sont de deux ordres dans la bouche de la direction de la Sonacotra : d'une part — et c'est un argument employé pour les autres foyers — la grève ne s'arrêtant pas, il y a déficit trop important pour continuer à faire tourner le foyer. A cet argument qui a l'avantage de ne pas répondre aux revendications s'en ajoute un autre, spécifique au foyer de

bien compris, vont rentrer dans le rang ? Il n'est pas interdit de rêver.

En tout cas pour l'heure, il s'agit de s'opposer fermement aux expulsions qui peuvent être effectuées à partir de vendredi. « Les résidents sont mobilisés, prêts à faire face à toute éventualité » affirme l'un d'eux. La récente assemblée générale de dimanche matin où les résidents, en masse, ont balayé les menaces, le prouve. Le prouve également le refus d'anciens résidents du foyer voulant occuper des chambres vides, de signer un nouveau « contrat de résidence » proposé depuis quelques jours par le gérant. Signer ce contrat, reviendrait à accepter de payer à nouveau le loyer, arme imparable pour la Sonacotra devant un tribunal.



les conditions de vie et d'habitat désastreuses. Dans le foyer de Massy, planté au milieu de la voie ferrée et la zone industrielle, les résidents, par groupe de 10, vivent dans une superficie équivalente à un F 5, dans des chambres de 6 m² et dont les cloisons font 5 cm. Chacun de ces résidents paye 270 F, soit 2 700 F pour l'équivalent

sainte, le papier qui tombe ; l'entretien laisse à désirer.

3 ans et demi de lutte à l'actif de ce foyer : 3 procès ont été intentés par la Sonacotra devant les tribunaux qui ne lui ont pas donné raison, y compris le dernier en date de Longjumeau qui a ordonné la désignation d'un expert. Ce qui n'empêche pas la

Massy : « Nous sommes accusés », affirme un résident, « d'avoir poussé les autres foyers du département à se mettre en grève ». La direction de la Sonacotra pense sans doute par voie de conséquence qu'une fois le foyer de Massy réprimé, les autres foyers (Sainte-Geneviève-des-Bois...), n'ayant plus de « meneurs » si l'on a

La direction du foyer aura, on le voit, fort à faire pour fermer le foyer, y compris durant les vacances, période où elle espère une certaine démobilitation. « Pas mal de résidents ne partiront pas, beaucoup ont d'ailleurs des problèmes de renouvellement de papier, notamment pour la carte de séjour, à effectuer. Ce sera donc très différent de l'année dernière où il y avait peu de monde. Nous sommes prêts, en cas d'expulsion, à occuper les chambres et le foyer, même si la Sonacotra, pour le fermer, coupe l'électricité, l'eau, le gaz. Les résidents sont prêts à la prendre en charge ».

RVI-BLAINVILLE : INTERVENTION POLICIERE A L'AUBE

«Pas question de reprendre tant qu'ils sont là»

Très tôt, mardi matin, les flics prenaient position devant l'usine. La première chose qu'ils ont faite, c'est bien entendu de dégager les camions qui avaient été mis en travers des portes avec des engins. Vers 5 heures, les travailleurs arrivaient. En voyant les flics, ils se sont regroupés sur le «Pont de la Saviem», pont mobile au-dessus du canal qui va de Caen à la mer. Des incidents ont eu lieu quand un flic est arrivé tout seul dans une voiture. Immédiatement entouré, il a aussitôt sorti son pistolet, menaçant de tirer si on touchait à la voiture.

Mardi matin, vers 7 h 30, l'intersyndicale appelait à se rendre devant la porte principale. Là, seulement quelques chefs auront assez peu de fierté pour rentrer dans l'usine. L'intersyndicale appelait au calme et à éviter toute provocation, car selon son porte-parole, les flics cherchent l'affrontement. Un peu plus tard, une délégation se rendait à la direction pour demander le départ des CRS et l'ouverture des négociations tripartites. Quelques minutes plus tard, la direction donnait son accord, sur le principe d'une négociation.

En attendant, on discute ferme.

Les travailleurs crient leur haine de ces cadres, de ces chefs qui les font trimer toute l'année, qui les humilient. Plus d'un se verra interpellé par son nom, dans des termes peu amènes.

A 8 h 20, l'intersyndicale rappelle les revendications justifiées par la perte du pouvoir d'achat de 8 % en 1978 et par le chômage partiel, et dénonce les propositions provocatrices de la direction qui voulait faire rattraper le retard dû à la grève par des heures supplémentaires. La poursuite de l'occupation à Limoges est annoncée et applaudie...

LUNDI MATIN...

Petit à petit, lundi, après le meeting de 8 h 30 à l'occasion duquel une cin-

quantaine de jaunes voulaient en découdre, les 1 500 à 2 000 travailleurs présents se sont séparés. Vers 11 heures, il restait devant l'usine les grévistes participant au piquet de grève.

Le soleil tape fort, après que le brouillard du matin se soit dissipé. Les nombreuses discussions qui se sont déroulées avec les non-grévistes, ou les travailleurs venus aux nouvelles, ont permis de se rendre compte que ces derniers étaient très souvent mal informés. Certains par exemple pensaient que les 42 h 30 par semaine proposées par la direction, l'étaient au titre du rattrapage du pouvoir d'achat, alors que le directeur ne nie pas que c'est pour le rattrapage du retard engendré par la grève, et seulement pour une période de trois mois.

Cinquante à soixante-dix travailleurs sont là, suivant les moments. «Il y a beaucoup de roulement» explique l'un d'eux. Les hauts-parleurs diffusent des chansons de Léo Ferré, de Brassens, de Brel. Vers midi, quelques grévistes frappent de leurs mains pour accompagner la musique. Pour le repas, sandwiches aux merguez et cannettes de bière. La journée se déroule dans la bonne humeur.

De leur côté, quelques cadres particulièrement zélés dans leur volonté de faire reprendre le travail, vont de mairie en mairie,



officiellement pour exiger que les maires téléphonent au préfet, pour que celui-ci fasse ouvrir les portes, Saviem étant situé sur le territoire de trois communes, Colombelles (PS), Hérouville - Saint - Clair (PS) et Blainville (PCF). A Colombelles, la rumeur rapporte que les cadres auraient déclaré : «Ce matin, le piquet de grève nous a reçus à coups de bâtons, demain mardi, on lui montrera qu'on sait aussi s'en servir».

CAR LES MAÎTRISES SE DÉPENSENT SANS COMPTER

Tout l'après-midi, un groupe d'environ 150 non-grévistes composé pour l'essentiel de cadres et de RCG (régulateurs-chef de groupe) manifesteront à la préfecture du Calvados et à la mairie de Caen, demandant à chaque fois que la «liberté du travail», lire la liberté d'exploitation, soit assurée.

Aux informations régionales de FR 3 un communiqué de Giraud, le maire de Caen, était lu, dénonçant «une poignée d'irresponsables et d'anarchistes mettant en péril l'avenir de la Saviem».

Déjà, en milieu de journée, Radio-Normandie donnait la parole à trois jaunes qui promettaient de revenir le lendemain, «armés cette fois».

Bref, toute une série de positions, de démarches, laissent penser, lundi soir, que la journée du lendemain pourrait bien

être chaude dès les premières heures.

Fallait-il s'attendre à une intervention de la maîtrise plus dure que la veille ? La préfecture prendrait-elle la décision d'envoyer ses flics ? Ou les deux à la fois ?

Faire intervenir les flics visait pour la direction à briser une grève qui paralyse certains ateliers depuis huit semaines.

Compte-tenu du symbole que représente la Saviem localement, l'envoi des CRS risque bien d'avoir l'effet exactement inverse à celui qui était recherché.

Et il est probable que nombre de travailleurs hésitants choisiront clairement le camp de la grève s'ils ont l'impression qu'on veut les faire travailler un fusil dans le dos. «C'est une tradition ouvrière ici, on ne supporte pas la police quand elle réprime les luttes ouvrières» affirme un ancien ouvrier de l'usine.

Derrière moi, devant l'usine, un travailleur d'une quarantaine d'années peste tant qu'il peut. «Je ne suis jamais venu au piquet de grève, depuis le début, parce que j'étais contre. Mais franchement, de les voir comme ça, ces flics, ça me dégingue. Pas question de reprendre tant qu'ils sont là». Au même moment, face aux CRS, un gréviste inscrit sur le sol à la peinture : «C'est un stalag?».

Vers 14 heures, comme tous les jours, une petite assemblée regroupant une centaine d'ouvriers se tenait devant la porte. On discute de l'opportunité de faire des collectes permettant de payer certains frais de la grève, et pour aider tout particulièrement ceux qui sont en grève depuis six semaines maintenant.

On y tirait le bilan des affrontements du matin, et on discutait enfin du moyen de faire face à la situation prévisible le mardi. Les discussions portaient sur l'édification de barricades devant la porte principale... et sur le meeting antifasciste du soir.

La proposition de lancer un appel aux travailleurs présents au meeting de protestation contre les tortures fascistes dont Annick Chapelière a été victime il y a quelques semaines, est retenue. Un débat intéressant devait d'ailleurs se dérouler à l'AG à cette occasion. Certains affirmaient que ce serait donner des arguments au patron qui se croierait ainsi autorisé à relancer ses ragots sur les «éléments extérieurs». D'autres, la majorité, rejetaient cette explication, affirmant que : «Les travailleurs ont des intérêts solidaires, quel que soit leur patron».

Secondairement, le porte-parole de l'Intersyndicale à l'assemblée rappelait qu'un voyage était organisé mercredi en direction de Paris pour faire pression sur Vernier-Palliez, PDG de Renault, afin que la direc-

tion locale accepte de négocier sérieusement.

Lundi, l'après-midi le directeur annonçait qu'il était prêt à donner, au cas où la reprise s'effectuerait, une avance sur salaires et à suspendre les neuf licenciements dont six délégués.

La direction escomptait sans aucun doute ébranler davantage encore ceux qui sont hésitants et qui représentent sans doute la majorité des travailleurs de la Saviem-Blainville. Il n'était pas rare par exemple d'entendre les gars dire lundi : «Premièrement on veut la satisfaction de nos revendications, mais, de toute manière, il est hors de question de rentrer si les neuf copains restent dehors». Evidemment la suspension de la procédure de licenciement en cas de reprise peut être un argument à ces travailleurs.

Petit à petit, la direction et ses cadres préparent l'achèvement de la grève, les cadres en cherchant à donner l'illusion qu'ils représentent la majorité, et la direction en détachant les hésitants du camp des grévistes. Lundi soir, la question posée était de savoir si les grévistes arriveraient à faire face à de telles offensives, mais l'intervention des flics mardi matin pourrait recréer une nouvelle unité des travailleurs.

François MARCHADIER

LE SOUTIEN DE PAYSANS-TRAVAILLEURS ET DE MÉDECINS

Lundi matin, de très bonne heure, deux délégués de Paysans-Travailleurs manifestaient la solidarité de leur organisation par leur présence.

Et près de la porte principale, là où se tient le piquet, sur un poteau on peut lire le message suivant :

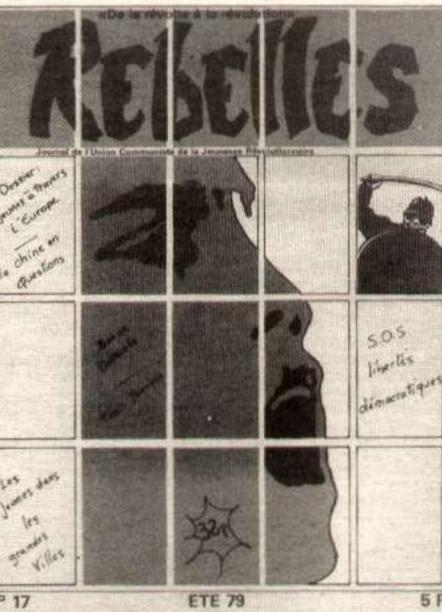
«Soutien de neuf médecins passés en procès le 7 juin 1979 contre l'Ordre des médecins.»

«En effet, refusant l'Ordre des médecins, c'est la médecine actuelle que nous refusons. Une santé réellement populaire ne peut se concevoir sans prise en charge par les travailleurs et la population de leurs conditions d'existence, donc de travail. C'est pourquoi nous pensons que notre lutte va dans le même sens que celle des travailleurs de RVI.»

«Notre procès est repoussé au 7 octobre 1979 et nous espérons votre soutien pour faire disparaître le Conseil de l'Ordre des médecins qui symbolise la médecine actuelle.»

abonnez-vous
abonnez vos amis

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....
Date :.....
Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F
Mode de versement : — en une fois — en trois fois
Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 Paris Cedex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 compte n° 668 J



Rebelles n° 17 est paru

- Dossier Europe : «Les jeunes luttent à travers l'Europe» (Italie, Irlande, Pologne).
- Reportage à l'intérieur de l'UCJR
- La Chine en question (Interview d'un membre de la délégation du CC du PCR, de retour de Chine)
- Les jeunes dans les grandes villes
- Rassemblement de jeunes contre le chômage à Longwy
- Vacances
- Bande dessinée

Passez vos commandes à :
Rebelles 57 rue Ordener - 75 018 Paris

**Demande de contact
avec le PCR ml**

Nom, prénom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

17 JUIN, JOURNEE DE SOUTIEN A LONGWY

Organisé par la section de Longwy-Villerupt du PCR ml

Les travailleurs et la population de Longwy en sont à leur sixième mois de lutte contre les plans de restructuration et de licenciements massifs des capitalistes de l'acier soutenus par le gouvernement. C'est à cette occasion que la section de Longwy-Villerupt du PCRml a choisi d'organiser un meeting de soutien à la salle des fêtes d'Herse- range.

Il est 10 h 30 lorsque arrivent les premières délégations de travailleurs venus apporter leur soutien, débattre avec ceux de Longwy, s'informer de leurs succès et aussi de leurs difficultés dans le long combat qu'ils mènent pour la survie de leur emploi et de leur région. Il y a là des travailleurs de Roubaix, de Dunkerque, de Fos-sur-Mer, de la SMN de Caen, de Sollac, de la région parisienne... La journée commence par la visite de la ville. Des militants de Longwy s'improvisent guides ; ils montrent les usines qui crachent leurs épaisses fumées multicolores, le SOS tout en haut du crassier, symbole de leur lutte, les endroits où s'est concrétisée la riposte déterminée des travailleurs face aux agressions policières, les cibles choisies pour les opérations coup de poing...

Retour à la salle des fêtes d'Herse- range, on s'installe pour les forums. Tout de suite, les questions jaillissent, nombreuses. On sent l'intérêt suscité par la riche expérience des travailleurs de Longwy, on mesure la portée nationale de leur combat. Un thème revient souvent : comment les soutenir concrètement, comment faire connaître leurs avancées, leurs expériences positives, leurs difficultés. L'information ne circule pas ; les

structures syndicales ne la prennent pas en charge ; certaines déforment même la réalité. Ainsi, rapporte ce militant de la SMN : «Ils nous ont dit chez nous que vos actions étaient très minoritaires, que vous n'étiez pas soutenus par la population». Des propositions sont faites : il faudrait faire un dossier, un bulletin pour populariser la lutte, faire connaître les besoins, établir un lien matériel avec les nombreux travailleurs, militants, progressistes qui, soutenant la lutte des sidérurgistes, veulent éfaire quelque chose.

On discute aussi sur les perspectives, les difficultés de l'unité syndicale, le rôle des radios ouvrières de Longwy... C'est contraints par l'horaire que l'on doit interrompre. Pendant le repas pris sur place, la discussion continue, et l'on prend déjà des rendez-vous pour des réunions de soutien.

C'est un peu après 15 h. ures que débute le meeting, sous la présidence du camarade Alphonse Laux, vétéran communiste de Lorraine. Tour à tour, prendront la parole des travailleurs de différentes entreprises apportant leur soutien et leur expérience. Un camarade de la Lainière de Roubaix parlera de la lutte récente des travailleurs de son

entreprise en insistant sur la possibilité de gagner, d'arracher des revendications, malgré les difficultés.

Un militant de la SMN conclura son intervention par ces mots : «Notre détermination nous l'avons écrite à la chaux sur les murs de l'usine : comme à Longwy, oui aux actions efficaces !».

A la Sollac aussi, dans des conditions difficiles, des luttes éclatent. Un camarade de la Sollac parlera de celle, récente, des hauts fourneaux de Patural.

Les travailleurs immigrés ont à faire face à une vaste offensive de la part du pouvoir : expulsions, arrestations arbitraires, intimidations se développent à une allure inquiétante. Des camarades immigrés de foyers d'Uckange et de Mont-Saint-Martin le rappelleront et lanceront un appel à la solidarité de toute la classe ouvrière.

Robert Giovanardi, militant CFDT d'Usinor-Longwy, prend la parole. Il parle de ces six mois de lutte dans le bassin, de la détermination des travailleurs, des opérations coups de poing et de leur impact. Il retrace les étapes de la mobilisation depuis le 19 décembre. Cela dit, il ne faudrait pas prendre en compte que les aspects positifs. A Longwy aussi, il y a des problèmes. Robert le recense : le manque d'unité syndicale qui décourage les travailleurs ; la difficulté à maintenir des liens étroits entre les sidérurgistes et la population ; les confrontations de points de vue entre syndicats et les travailleurs qui sont bien trop rares et ne permettent pas une prise en charge totale de

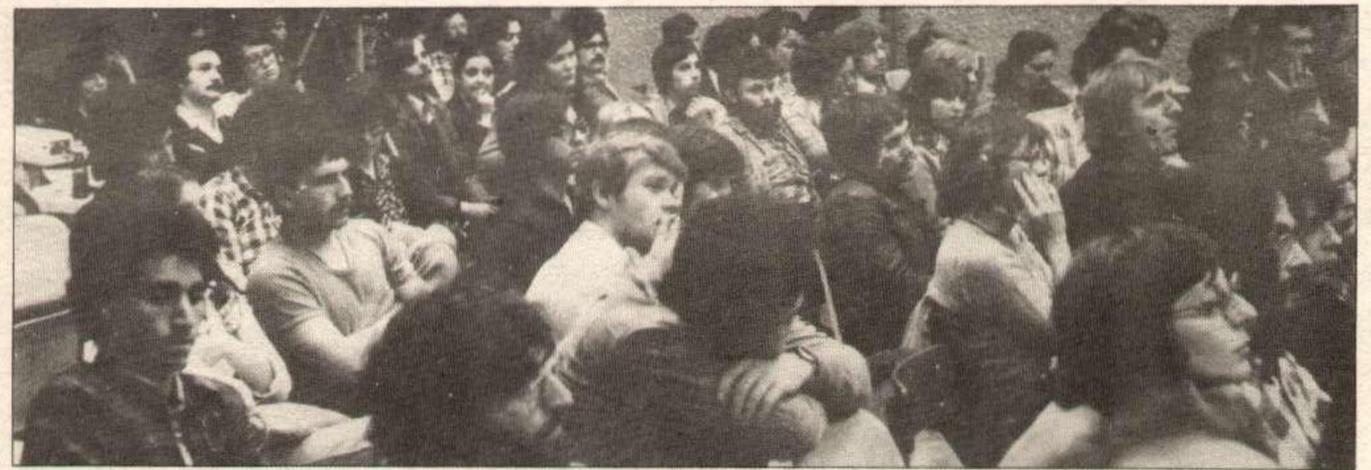
L'intervention centrale est prononcée par le camarade Max Cluzot, secrétaire général du PCR ml. Dans une première partie, le camarade Cluzot s'attache à fixer les grandes lignes de la situation politique dans laquelle se déroule la lutte des travailleurs de la sidérurgie, il souligne la portée nationale du combat qu'ils ont entrepris de mener, soutenus par la population, il en montre l'enjeu.

Puis, s'adressant tout particulièrement aux travailleurs et aux militants de Longwy : «Nous, communistes révolutionnaires, ne sommes pas ici pour donner des leçons, mais pour apprendre de la lutte. C'est pour contribuer à la réflexion des sidérurgistes que nous présenterons quelques suggestions». Dans cette partie de son intervention, le secrétaire général du Parti souligne notamment l'importance de la popularisation et termine en lançant un appel au soutien à Longwy.

Après une courte interruption, le meeting recommence, par la projection d'un montage-diapositives réalisé au cours d'une récente visite d'une délégation du comité central du PCR ml en Chine. Puis un camarade du PCML prend la parole pour apporter le soutien de son parti et appeler à l'unité de tous les travailleurs, de tous les militants.

Des camarades d'organisations marxistes-léninistes luxembourgeoise, belge et allemande interviennent également dans cette partie du meeting. Dans l'intervention de clôture, un camarade de la direction de la section de Longwy-Villerupt du PCR appelle les travailleurs à venir renforcer les rangs du Parti.

Après l'internationale, les participants se séparent, regagnant leurs usines, leurs lieux de travail dans la perspective de populariser largement ce qu'ils ont appris tout au long de cette journée militante de soutien.



vue de la salle, attentive, pendant le meeting

l'action comme pendant la grève de l'aciérie dernièrement.

Actuellement, il y a bien sûr des difficultés dans la lutte de Longwy. Mais il y a eu déjà des périodes un peu similaires ; par exemple au lendemain du 23 mars. La lutte contre les licenciements est longue et difficile. Les militants le savent et ne se découragent pas. D'ailleurs Robert indique que des propositions sont à l'étude entre les organisations syndicales pour relancer la lutte.

L'intervention centrale est prononcée par le camarade Max Cluzot, secrétaire général du PCR ml. Dans une première partie, le camarade Cluzot s'attache à fixer les grandes lignes de la situation politique dans laquelle se déroule la lutte des travailleurs de la sidérurgie, il souligne la portée nationale du combat qu'ils ont entrepris de mener, soutenus par la population, il en montre l'enjeu.

Puis, s'adressant tout particulièrement aux travailleurs et aux militants de Longwy : «Nous, communistes révolutionnaires, ne sommes pas ici pour donner des leçons, mais pour apprendre de la lutte. C'est pour contribuer à la réflexion des sidérurgistes que nous présenterons quelques suggestions». Dans cette partie de son intervention, le secrétaire général du Parti souligne notamment l'importance de la popularisation et termine en lançant un appel au soutien à Longwy.

Après une courte interruption, le meeting recommence, par la projection d'un montage-diapositives réalisé au cours d'une récente visite d'une délégation du comité central du PCR ml en Chine. Puis un camarade du PCML prend la parole pour apporter le soutien de son parti et appeler à l'unité de tous les travailleurs, de tous les militants.

Des camarades d'organisations marxistes-léninistes luxembourgeoise, belge et allemande interviennent également dans cette partie du meeting. Dans l'intervention de clôture, un camarade de la direction de la section de Longwy-Villerupt du PCR appelle les travailleurs à venir renforcer les rangs du Parti.

Après l'internationale, les participants se séparent, regagnant leurs usines, leurs lieux de travail dans la perspective de populariser largement ce qu'ils ont appris tout au long de cette journée militante de soutien.

«...Nous sommes d'abord ici pour saluer et soutenir la lutte engagée depuis plus de six mois par les travailleurs de Longwy. Cette lutte, ainsi que celle des sidérurgistes de Denain, rencontre un grand écho dans tout le pays et au-delà. Ce n'est pas sans raisons.

— D'abord, en disant «Non aux licenciements !», les sidérurgistes ont déclenché la première bataille de grande ampleur contre la politique de restructuration de la bourgeoisie après l'apparition de la crise de 1973/1974. Par sa durée, par les formes d'action mises en œuvre, par l'enjeu qu'elle comporte, par la résonance qu'elle a dans de larges couches de la population, par les divisions qu'elle suscite au sein même de la bourgeoisie, cette lutte présente, dans une certaine mesure, une dimension nationale. Elle va plus loin que tous les conflits locaux qui ont opposé, après la lutte de Lip, les représentants du patronat ou de l'Etat aux travailleurs d'entreprises mises en liquidation ou restructurées. Certes, les luttes menées dans ces entreprises ont montré la détermination des ouvriers à refuser les licenciements, leur capacité à obtenir un soutien important de la population ; des formes de mobilisations régionales nouvelles ont été introduites mais, la plupart du temps, il n'a pas été possible de briser l'isolement grâce auquel, en définitive, la bourgeoisie a pu imposer ses plans. Il en va autrement avec la lutte des sidérurgistes, même si elle doit faire face à des difficultés propres à toute lutte contre le chômage et les licenciements, il en va autrement parce que, d'ores et déjà, cette lutte a pris un caractère national et qu'elle représente la pointe avancée du refus par la classe ouvrière d'une politique économique dont les aspects les plus marquants sont l'augmentation du chômage et la baisse du pouvoir d'achat des masses populaires.

— Cette différence relative tient à son enjeu : il ne s'agit plus de la fermeture d'une entreprise de taille moyenne, mais bien du démantèlement de tout un secteur de la production. Un tel démantèlement, avec la mise à la rue de plus de 20 000 sidérurgistes, signifie dans la logique de la bourgeoisie une installation durable dans la récession économique, une augmentation continue du nombre de chômeurs, la restructuration de nouvelles branches. En effet, la révision en baisse des plans de production de l'acier, qui résulte déjà de la stagnation de la production dans le bâtiment, les biens d'équipement, la construction navale, signifie bien que pour Giscard-Barre de nouvelles restructurations sont à envisager dans ces activités,

elles ont d'ailleurs déjà commencé et vont s'amplifier encore. Aussi la résistance des sidérurgistes aux plans de liquidation établis par la bourgeoisie est d'une grande signification pour une partie considérable de la classe ouvrière. Elle ne peut être séparée des luttes pour l'emploi qu'entreprennent les travailleurs de la Navale, des usines de biens d'équipement, du bâtiment. Par là, et en n'insistant que la simple dimension économique de la lutte, ce ne sont pas seulement la Lorraine et le Nord qui se trouvent impliqués, mais très directement l'ensemble du pays.

Mais la portée nationale de l'action menée par les sidérurgistes de la Lorraine et du Nord est bien plus nette encore si on la rapporte aux choix qui s'offrent aujourd'hui aux travailleurs touchés de plein fouet par les effets de la politique économique et sociale du gouvernement réactionnaire. Il n'existe pour eux que trois possibilités : ou supporter sans lutter tout le poids de la crise, ou s'en remettre au jeu politique des grands partis parlementaires, ou engager une lutte résolue apte à faire reculer la bourgeoisie. Or, quelques mois après les élections de mars 78, avant lesquelles avait largement prévalu une idée fautive, l'idée qu'un changement de majorité gouvernementale permettrait de faire l'économie de la lutte ; quelques mois plus tard, les sidérurgistes engageaient le combat. Et avec quelle détermination, quelle volonté de l'emporter ! Tout à coup, à l'évidence, une vérité s'imposait ! C'en était fini de cette période électorale pendant laquelle la voix de la classe ouvrière avait été couverte par le tintamarre des disputes politiciennes. C'en était fini aussi de cet espoir insensé de la bourgeoisie de voir les ouvriers supporter sans réaction d'envergure tout le poids de la crise. Les sidérurgistes de Longwy et de Denain apportent avec intelligence et résolution un démenti cinglant à tous ceux qui prétendaient alors que la solidarité nationale face à la crise s'établissait sous la loi du capital, ou que les travailleurs, réduits à l'état d'électeurs, ne sauraient protester que dans l'urne. Enfin commençait à être levée cette sorte de malédiction implicite qui voudrait réserver la lutte de classes aux temps où la bourgeoisie est prospère, comme si, précisément en temps de crise, la bourgeoisie n'accroissait pas encore, et toujours plus encore, ses profits.

C'est en signifiant à l'ensemble du pays que le temps des grandes luttes de classe et de masse était revenu, que les sidérurgistes ont apporté la plus importante contri-

Extrait de l'intervention du camarade Max Cluzot Secrétaire général du PCR ml

buton à l'évolution du rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat. C'est en cela, qu'à nos yeux, leur lutte a acquis le plus d'importance.

Et pourtant, cela n'a pas été et n'est toujours pas facile. D'abord parce que la lutte contre les licenciements, la lutte contre le chômage est sans doute la plus difficile des luttes.

Difficile parce que les armes dont disposent les travailleurs pour s'opposer aux plans de la bourgeoisie sont plus réduites. Ce n'est que dans certaines conditions que l'arrêt de la production est efficace ; parfois, la grève ne gêne pas les patrons, notamment quand ils ont décidé de limiter la production. Même ce moyen de lutte, efficace par définition qu'est la grève, doit être employé avec discernement et il faut toute la connaissance concrète de la situation par les syndicalistes pour qu'il puisse constituer un moyen de pression.

Difficile parce que la bourgeoisie tente d'accroître encore, à cette occasion, la division entre travailleurs, entre ceux qu'elle licencie et ceux à qui elle conserve momentanément leur emploi, entre ceux qu'elle licencie sans indemnité, entre les différentes formes d'indemnisation, de pré-retraites, de départs volontaires, entre Français et Immigrés. Parce qu'elle brise les relations établies dans le travail et dans la lutte en réorganisant les équipes, parce qu'elle joue la division entre les secteurs dits performants, les travailleurs des moyens de production les plus modernes, et les secteurs moins modernes de la production, entre les régions, elle joue la différence entre les conceptions de lutte des différents syndicats. De ce point de vue, la bourgeoisie ne lésine pas sur les moyens. Elle tente de faire de chaque licencié un cas particulier pour atomiser les réactions, pour éteindre la résistance.

Difficile enfin, parce que la lutte contre les licenciements est, par définition, défensive ; qu'elle constitue une guerre d'usure dans laquelle la bourgeoisie joue le temps, dans laquelle elle joue l'usure et le pourrissement de la lutte, dans laquelle elle joue avec les nerfs et le désespoir des travailleurs.

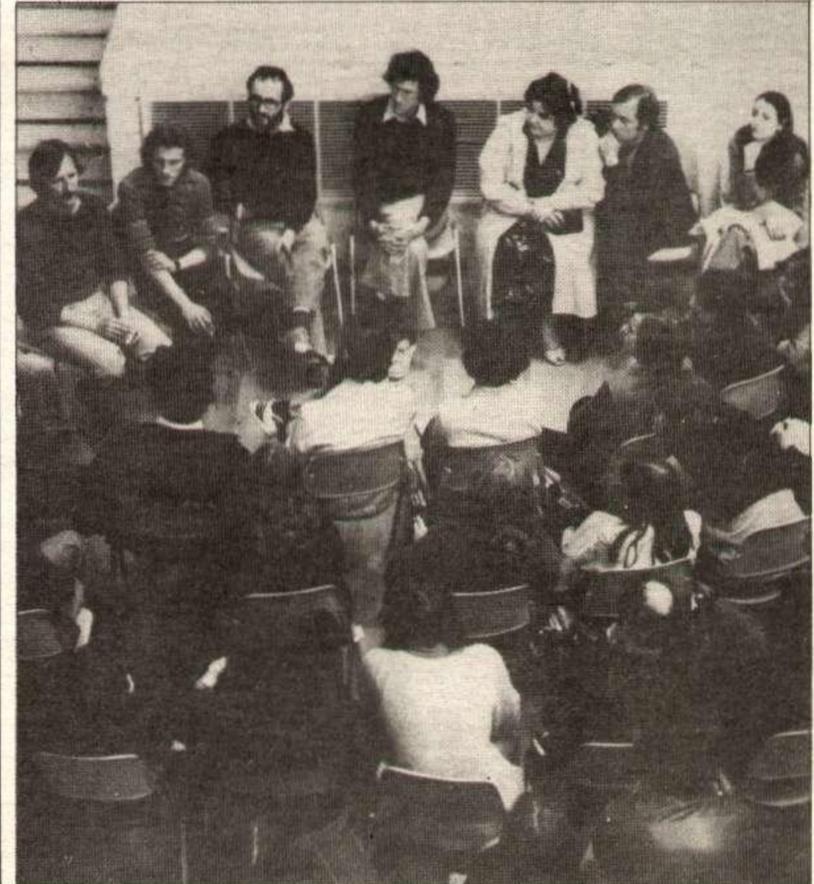
Ainsi, que la lutte des sidérurgistes, sans échapper bien sûr à tous les aléas ; à tous les handicaps que connaissent nécessairement les luttes contre les licenciements, apparaît aujourd'hui comme le point avancé de la lutte des classes en France. Elle donne une idée de la vigueur et de la résolution qui animent corps dans les bassins de Lorraine et du Nord. De quelle intelligence, de quelle résolution la classe ouvrière s'est montrée ca-

pable pour inventer les formes de lutte les plus efficaces, pour faire de chaque action un fait d'actualité, pour sortir de l'oubli : que recherche à tout prix l'ennemi de classe. Dans une telle lutte faire parler de soi, créer l'événement, signaler l'enjeu national par des actions spectaculaires, aide considérablement à créer le rapport de forces. Car ce que craint la bourgeoisie, c'est la contagion, c'est que tous les licenciés, tous les chômeurs, tous ceux qui sont menacés dans leur emploi suivent l'exemple des plus décidés. Cette contagion-là est très saine, surtout quand elle permet de rallier à la lutte comme cela a été fait, ici à Longwy, ou à Denain. En gagnant l'opinion publique à leur cause, les sidérurgistes ont entravé l'action répressive de la bourgeoisie. Ils ont réussi à montrer le caractère insupportable de la présence policière, chargée d'exécuter dans toutes les luttes, surtout depuis 1974, les arrêts du patronat, ils l'ont rendue illégitime et ont rétabli aux yeux d'une large couche de la population, la véritable nature des bandes armées du capital. Le soutien que leur apporte la population a rendu plus difficile l'action expéditive d'une justice de classe qui n'hésite pas, en général, à condamner sans preuves les otages que lui remet la police.

C'est dire que les liens qui se sont tissés entre les sidérurgistes et la population des bassins aident à porter des coups sérieux au système de domination bourgeoise, tracent les contours d'une résistance populaire à la crise. Ce sont les faits qui montrent combien leurs actions sont efficaces, infiniment plus que les formes d'action traditionnelles, trop souvent présentées par les confédérations syndicales comme la seule voie pour la lutte. Soyons certains que les opérations «coup de poings» déclenchées par les sidérurgistes ont eu plus d'effet que toutes les journées nationales d'action dont on aurait pu remplir quotidiennement le calendrier depuis six mois, en vain.

Il y a là matière à inspiration pour tous ceux qui doivent engager la lutte contre le chômage qui frappe près de deux millions de travailleurs en France. En ce sens, la lutte de Longwy, la lutte de Denain constituent un puissant encouragement pour les travailleurs et pour les révolutionnaires. Elle mérite un ample soutien.

Nous publierons demain la suite de l'intervention du camarade Max Cluzot, Secrétaire général du PCRml.



Lors des forums du matin

Gérard PRIVAT

10 MILLIONS DE FEMMES QUI VEULENT DU TRAVAIL !

Premières licenciées, dernières embauchées

«Premières licenciées, dernières embauchées», cette constatation est aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour : quelque soit leur âge, les femmes sont deux fois plus touchées par le chômage que les hommes. Quelques chiffres en témoignent.

Les femmes représentent 38% de la population «active», mais 54% des chômeurs officiels. Ainsi, toujours selon les modes de calculs officiels, près d'un million de femmes sont contraintes au chômage, dont la moitié ont moins de 25 ans.

En pourcentage, les travailleuses touchées par le chômage représentent 8% (4% pour les hommes). Pourcentage encore plus élevé pour les jeunes : 20% des jeunes femmes, contre 10% pour les jeunes gars.

Ainsi, une femme sur 5 est au chômage, 1 sur deux pour les moins de 25 ans, une sur 6 est inscrite à l'ANPE. Ces chiffres ne tiennent pas compte de toutes les formes de chômage déguisé : emplois précaires, contrats à durée déterminée, travail à temps partiel, saisonnier, travail à domicile, sans parler des stages Barre, où le gouvernement essaie de caser toute une série de femmes seules, à bon compte. Sans parler des millions de femmes qui ont travaillé avant d'avoir un, deux ou trois enfants, et qui ont «démissionné» parce qu'elles n'avaient pas d'autre choix : faire garder les enfants, en l'absence d'équipements collectifs, englobant généralement la paie ou presque, et la double journée de travail, avec des enfants en bas âge, est pratiquement impossible à tenir. Aujourd'hui, on peut donc dire que des millions de femmes sont de fait réduites au chômage en France, et que la majorité d'entre elles ont même renoncé à se considérer comme chômeuses, à s'inscrire à l'ANPE. Le manque d'offres d'emploi est tel qu'on ne voit plus, bien souvent, la nécessité de s'inscrire à l'agence. Cela est particulièrement sensible dans certaines régions, comme le Nord-Pas de Calais, le Sud-Ouest, le Languedoc-Roussillon, où le pourcentage est très élevé (12,3% contre 6,8% de moyenne nationale). Dans le Languedoc-Roussillon par exemple, l'attente est très longue : plus d'une demande d'emploi sur 5 a été déposée depuis plus d'un an !

En région parisienne, la situation des femmes par rapport à l'emploi s'est rapidement aggravée, y compris au vu des chiffres officiels. En un an, il est passé de 43 495 à 75 101, soit une augmentation de 73,8%.

Quand elles se retrouvent au chômage, elles sont nettement moins indemnisées que les hommes : les allocations versées aux chômeuses ne représentent que le tiers du montant total des indemnités de chômage ! Une chômeuse touche en moyenne la moitié de ce que touche un chômeur. Les



A Lyon, lors des Etats généraux du Rhône pour l'emploi et le mieux vivre : Femmes Travailleuses, femmes chômeuses, femmes exploitées, toutes en lutte

causes de cette discrimination sont nombreuses : le fait que les hommes ont en moyenne un salaire 50% supérieur à celui des femmes joue deux fois. D'abord sur le calcul même de l'indemnité, dont une partie est calculée d'après le salaire antérieur. Ensuite parce que certaines allocations ne sont pas accordées si le salaire du conjoint est jugé suffisant pour entretenir une personne au chômage. Enfin, comme les allocations sont dégressives, et la période d'attente particulièrement longue pour les femmes... Il faudrait rajouter que les femmes sont nombreuses à être inscrites à l'ANPE sans pour autant toucher d'indemnités, qu'elles touchent rarement les 90% (A.S.A.)

De plus en plus, les femmes exigent de travailler. Non pas parce qu'elles pensent que c'est un «salaire d'appoint» qui servirait à arrondir les fins de mois, mais parce qu'elles ont besoin de travailler. Une très forte proportion de femmes sont seules. Pour elles, c'est une stricte nécessité. Mais bien des femmes mariées demandent aussi à travailler : comment faire vivre une famille avec les 1 900 francs actuels du SMIC ? Pour elles, c'est aussi le besoin,

de plus en plus ressenti, d'être indépendantes financièrement, d'avoir une vie sociale, de ne pas être cantonnées au foyer. Même si la paie n'est pas très élevée bien souvent, même si le travail est dur, même si en rentrant, une deuxième journée commence.

C'est pourquoi, même si tout n'est pas clair pour toutes les femmes qui travaillent, même si certaines sont sensibles aux «aménagements» que les patrons leurs proposent de plus en plus (horaires variables, mi-temps, mercredis libres) les femmes sont loin d'accepter les incitations à rester au foyer, que les Pelletier, Boulin et autres multiplient, avec la montée du chômage. Elles refusent de passer pour des «voleuses d'emploi» car c'est bien ainsi que la bourgeoisie présente les femmes mariées qui osent travailler en cette période de chômage ! Envoyées à la production en période de guerre ou d'expansion économique, renvoyées à leurs fourneaux quand se posent des problèmes d'emploi, les femmes veulent travailler, malgré toutes les contraintes que cela suppose. Elles n'acceptent pas qu'aujourd'hui, on les licencie en priorité.

Le travail à temps partiel... Boulin et Barre sont pour...

13% des femmes salariées travaillent à temps partiel, tout particulièrement dans les grandes surfaces. Le 8 juin 1978, R. Boulin, ministre du travail, déclarait : «il faut essayer d'adapter les facultés de créativité et d'imagination des Français à la vision d'un monde moderne. Ainsi je suis tout à fait partisan du travail à temps partiel pour les femmes et même pour les personnes âgées». Barre complétait : «Les salariés, notamment les femmes, devraient pouvoir bénéficier du droit de choisir des horaires réduits de travail».

Il s'agit de faire passer de la sorte l'absence d'équipements collectifs, de régler à peu de frais la contradiction vécue par les femmes travailleuses entre l'emploi et le «foyer», en faisant par exemple concorder les horaires du travail et ceux de l'école. Ainsi, un court-circuit de la bataille d'ensemble pour les équipements collectifs, pour la réduction massive du temps de travail, on conforte l'idée du salaire d'appoint, on donne aux femmes un statut spécial dans l'entreprise. De la sorte, tout en produisant du profit, la femme n'est pas une travailleuse à part entière !

Calor-Lyon : «Mon mari est chômeur, mon fils est licencié, ma fille cherche du travail... Non, je ne rentrerai pas à la maison. Droit au travail pour tous !»

Jeudi, fin de matinée, à l'entrée de l'usine Calor. Des groupes d'ouvrières sont devant les portes. Au centre des discussions : comment obliger le patron à céder plus ? Comment poursuivre la lutte ?...

La banderole «*Mon mari est chômeur, mon fils licencié, ma fille cherche du travail... Non, je ne rentrerai pas à la maison, droit au travail pour tous !*» signée de la CGT Calor, nous permet de lancer le débat sur le chômage, sur ce qu'elles subissent en tant que femmes, en tant qu'ouvrières, et aussi les possibles solutions à tous ces problèmes.

Commencé avec quelques ouvrières, très rapidement le débat va s'élargir, aborder d'autres sujets, et plusieurs femmes grévistes vont se joindre à notre discussion, ajoutant un point de vue, corrigeant tel autre, et plus tard, ce seront elles-mêmes qui vont se répondre, échanger des arguments, sans que nous ayons à intervenir ou poser des questions.

Débat riche, car ce sont des femmes en grève depuis 4 semaines qui parlent, car ce sont des ouvrières mal payées et soumises aux cadences qui réfléchissent sur leur condition... Alors, écoutons-les :

D'abord, pendant plus d'un an, les femmes de Calor ont connu le chômage partiel : des semaines chômées, ou des jours chomés, entre une fête et un week-end. Une d'entre-elles, un peu gênée au départ de le dire, affirme : «*Dès l'annonce du chômage partiel, on était contentes. Parce que notre salaire était complété. On n'a pratiquement rien perdu, di-sons 50 F. Et on est tellement crevées qu'on arrive à manquer 1 ou 2 jours par mois, alors ça revenait au même. Bien sûr, le patron a été malin : la semaine chômée est tombée pendant les vacances scolaires. Ou alors on avait le vendredi de libre.*»

Une autre ouvrière : «*Oui, cela a arrangé tout le monde parce qu'on est vraiment crevées. C'est vrai, les patrons ont bien calculé leur coup. On était contentes, on avait du temps pour sortir... Mais si le chômage avait été plus important, on aurait réagi différemment.*»

Droit au travail pour tous. Qu'est ce que cela signifie ? «*Travailler, dit une jeune ouvrière, cela apporte quelque chose. Cela permet de discuter, de connaître des gens... Et puis, on est en grève, c'est intéressant.*»

Son amie ajoute : «*On se sent utile à quelque chose, à faire avancer... Je ne sais pas, mais par exemple... que la vie soit meilleure.*» Elle poursuit, péremptoire : «*les femmes à la maison, cela ne sert à rien !*»

Puis nous parlons de la propagande des patrons et du gouvernement : que les femmes seraient beaucoup mieux à la maison, que ce serait leur rôle. Deux d'entre-

elles explosent : «*A notre époque, dit l'une, pourquoi serait-on obligée de compter sur un bonhomme ? Ils disent que la femme est l'égal de l'homme. Cela doit se faire partout !*»

L'autre note en connaissance de cause : «*Pourtant, à l'usine, c'est crevant une journée de travail. Je me lève à 6 heures, je travaille 8 heures et à 16 heures je dois faire les courses et toutes les tâches du ménage... et souvent le mari ne fait pas grand-chose.*»

Un jeune travailleur, combatif dans la grève, s'approche du groupe et lance : «*La solution au chômage, c'est mettre les chômeurs au boulot, et à tous les autres, il faut diminuer les cadences.*»

Une jeune ouvrière : «*Oui, les cadences, c'est la première chose. Si on ne faisait que 30 heures, il y aurait vraiment du travail pour tous.*»

Une autre : «*C'est sûr, mais le chômage, c'est un tout. Tu sais, tant que les patrons seront là... La solution, ce n'est pas forcément d'accepter le chômage partiel. Mais on est tellement crevée qu'on se rabat sur n'importe quoi.*» ajoute sa collègue.

Retourner à la maison ? Une ouvrière plus âgée se lance dans le débat : «*On est bien obligé de travailler à deux. Il faut payer la voiture... On a été obligé de déménager, de vendre des meubles, parce qu'on pouvait plus s'en sortir... Si nos maris étaient payés suffisamment, alors là oui je retournerais à la maison !*»

A Calor, les femmes seules, divorcées ou mères célibataires sont nombreuses. Et sur ce sujet, le débat est désormais bien parti.

Cette revendication d'indépendance, soulignée par l'une d'elle :

En grève pour les salaires, elles affirment leur droit à l'emploi, à l'égalité avec les hommes



«*Pourquoi on est obligée de compter sur notre homme ?*», chacune des ouvrières la perçoit différemment. C'est dû, bien sûr, à la différence d'âge, de situation. Mais pas seulement. L'une d'entre elles, la cinquantaine, habituée au travail en usine, insiste pour «*garder une indépendance financière, avoir une sécurité.*»

A ce moment, plus besoin de poser des questions. D'autres ouvrières nous ont rejoints. Certaines écoutent sans mot dire, mais bientôt toutes vont échanger leurs points de vue :

«*On aimerait bien rester à la maison, mais qu'ils paient nos maris !*»

«*Oui, mais tu l'ennuierais. Tu ne serais pas en contact avec des gens, ce serait monotone.*»

«*Le mieux, c'est d'avoir un travail moins crevant, qu'on ne soit pas abruti à la fin de la journée.*»

«*Avant, je ne travaillais pas. Maintenant, je vois comment cela se passe dans une usine. On est vraiment des esclaves. Avant, je ne pensais pas qu'on pouvait travailler comme cela, dans ces conditions, comme des milliers d'autres femmes.*»

«*C'est fatigant, mais on peut apprendre des tas de choses. Ce n'est pas seulement une indépendance financière, mais un tout : apprendre, connaître, se faire une opinion nous-même.*»

Les avis sont partagés. Mais peu d'analyses à l'emporte pièce, peu de généralisations hâtives. Elles disent ce qu'elles pensent, tout simplement. Ainsi, l'une, relativement jeune, part du point de vue qu'on peut se contacter, se connaître, rencontrer d'autres gens en dehors de l'usine. On peut se sortir de ses casseroles

sans travailler. On peut faire du travail bénévole, ou garder des enfants». Une autre renchérit : «*Je préfère sortir des vieillards, plutôt que de me faire exploiter par un patron.*»

Il est vrai qu'il ne s'agit pas de tout d'opposer la femme travailleuse à la femme au foyer. Le problème n'est pas là. Il est plutôt sur comment faire aboutir cette revendication de pouvoir enfin vivre, à l'usine ou dans le quartier, d'avoir du temps de libre... Ainsi, la revendication exprimée sur la banderole, celle affirmée avec force aux Etats généraux du Rhône «*Travailler moins pour travailler tous et mieux vivre*», «*Diminuer les cadences, il n'y a pas de doute, c'est une première solution au chômage*» dit l'une d'elles, approuvée par toutes. Certaines pensent que le travail à mi-temps pour les femmes serait aussi une bonne solution.

Mais il y a encore le poids des vieilles idées. L'une d'entre elles parle des «*travaux réservés aux hommes, que nous on ne peut pas faire, on est pas assez costauds.*» D'où l'idée qu'il y a des domaines réservés, que les femmes aiment bien faire les vitrines et acheter des robes... Une ouvrière n'est pas d'accord «*mais si, on peut faire le même travail que les hommes. Par exemple, de la menuiserie, de l'électricité.*» Et elle cite cette ancienne ouvrière de Calor qui a pris des cours, qui a bouquiné, et maintenant, elle est aux PTT comme électro-mécanicienne.

Le jeune travailleur pense qu'il faut bouculer, changer les idées... Aussitôt une ouvrière intervient : «*ce qu'il faut changer, c'est le gouvernement. Alors là oui, ça changera tout.*» Com-



Début 79 : les ouvrières de chez Dentzer (Montreuil) demandent des comptes aux responsables de la CIC, sur les licenciements et la fermeture de la boîte

ment ? La réponse est nette, sans hésitation : «*Tout renverser.*» J'insiste. Mettre quoi à la place ? La réponse hésite, et finalement, le débat rebondit ailleurs :

«*On refuse d'être des objets.*»

«*Tant que ce sera les hommes qui décideront des lois.*»

«*Oui, mais tous ces hommes ne sont pas misogynes !*»

«*A l'assemblée, il faudrait l'égalité. Autant d'hommes que de femmes.*»

«*Oh ! tu sais, il y a des femmes, ce n'est pas un cadeau !*»

Et ainsi de suite. Le débat s'est quelque peu éloigné du sujet initial, le chômage. Mais qu'importe. C'est leur vie qu'elles racontent, leurs aspirations, leurs désirs... leurs réactions face à tous ces problèmes quotidiens de ménage, de gosses, de loyers, de communication... Ce qu'elles subissent : leur salaire inférieur pour un même travail par rapport aux hommes, les semaines de 3 jours où il faut produire pour 5... etc.

Le chômage. Quand on les interroge, pour elles, c'est surtout les semaines chômées où elles «*avouent*» en être «*contentes*»,

C'est aussi, infime partie visible de l'iceberg, telle femme, telle ouvrière qu'elles connaissent «*trop feignante pour travailler*». Pourtant, aucune d'elles n'affirme que les 2 millions de chômeurs, s'ils le voulaient bien... Bien au contraire. Et les allocations, toutes savent qu'une minorité en touche suffisamment.

«*Il y en a qui font du travail au noir.*» Une jeune OS répond : «*Oui, mais parce que rien qu'avec les allocations chômage, certains n'y arrivent pas. Alors, c'est normal.*»

Et l'on parle de la conditions de chômeurs, de celui qui se sent inférieur par rapport aux autres... de son isolement...

Mais l'heure avance. A la voiture sono, les délégués font une information. On apprend que Calor Saint-Priest, Pont-Evêque, Saint-Etienne... sont en grève totale depuis ce matin. Que les négociations reprennent à 14 heures. Alors on termine sur la grève, sur la première grève qu'elles font, sur les piquets de grève offensifs qu'elles ont animés devant quatre semaines, sur les manœuvres du patron... Sur les 60 centimes qu'il a lâchés, ce qui est très insuffisant... Et aussi sur un autre pouvoir, où les patrons ne seraient plus les maîtres, où les travailleurs seraient les leurs...

Michel BERTEL

S'inscrire à l'ANPE... Pourquoi ?

Que toutes les femmes sans emploi s'inscrivent à l'ANPE, tel était le mot d'ordre du meeting convoqué samedi dernier par la coordination des groupes femmes d'entreprises de la Région Parisienne, sur la question du droit à l'emploi des femmes.

Pourquoi s'inscrire à l'ANPE ? Question qui se pose quand on sait que ça ne donne pas droit automatiquement à des allocations chômage, quand on sait aussi qu'on a peu de chance de trouver du travail par cette inscription... Au cours du débat, plusieurs réponses sont apportées, qui toutes s'appuient sur le refus catégorique de la situation faite aux femmes dans ce système, sur une affirmation de leur droit à l'emploi.

«*Un homme de trente ans, par exemple : soit il travaille, soit il est au chômage s'il a perdu son emploi. Mais une femme de trente ans qui n'a pas de travail, ce n'est pas forcément une chômeuse, c'est tout aussi bien une femme au foyer. Pourquoi cette discrimination ? S'inscrire au chômage, c'est affirmer qu'on ne reste au foyer parce qu'on ne nous donne pas les moyens de travailler, au niveau de l'emploi, au niveau des équipements collectifs. C'est refuser le rôle dans lequel la bourgeoisie veut nous cantonner au foyer, c'est affirmer notre droit à la vie sociale, à l'indépendance économique.*» De très nombreuses interventions sont allées dans ce sens. Travailler, c'est pour beaucoup de femmes, pour la majorité d'entre elles, une simple nécessité économique qu'on leur refuse sous divers prétextes (chômage général, élever des enfants...).



Dans ce sens, s'inscrire à l'ANPE, c'est s'affirmer comme travailleuse privée d'emploi, revendiquant un travail, revendiquant à ce titre les moyens de vivre, et non un «salaire maternel».

C'est une initiative qui peut permettre aux femmes privées d'emploi de se regrouper, de faire les démarches ensemble. La coordination propose aux différents groupes de faire rapidement rentrer ce mot d'ordre dans la vie, en liaison avec les comités de chômeurs de quartier, les commissions syndicales de femmes. Ce n'est pas un million de femmes qui sont au chômage, comme le disent - à peine - les chiffres officiels, mais 10 fois plus. Cela, il faut le dire bien fort, et cette inscription à l'ANPE est un aspect de cette dénonciation !

La Croix-Rousse : des Canuts à aujourd'hui

La Croix-Rousse aujourd'hui abrite beaucoup de vieux travailleurs, de nombreuses familles immigrées, et des jeunes qui s'y sont installés il y a quelques années, pour des loyers peu chers (ce qui a bien changé depuis !) et surtout «l'ambiance»... Mais elle a perdu depuis 1968 20 % de ses habitants. Les petites industries ont fermé les unes après les autres. La construction du métro, la réfection de certaines rues et immeubles ont fait monter le prix du terrain et les loyers n'ont pas manqué de rattraper le niveau des autres appartements lyonnais.

QUELQUES CHIFFRES

En 1968, les ouvriers et employés formaient 62 % de la population. Depuis, le pourcentage est resté sensiblement le même, bien que les cadres commencent à y loger en plus grand nombre. Cette composante ouvrière est une donnée essentielle dans ce quartier, maintenue depuis 3 siècles (au 16^e les dockers de la Saône habitaient Montée de la grande-Côte).

Autre spécificité : 45 % de la population travaille sur le quartier ou dans les arrosissements limitrophes. Ce sont les services, la fonction publique qui drainent le plus d'emploi (36 %, ainsi que le textile et l'habillement (32 %)... A l'Est, et sur les pentes, sont regroupées l'essentiel des PME, soieries, tissage, ... et surtout commerce de gros, implanté depuis 1974. Ces commerces là ont accéléré la fermeture des petits commerces, élément majeur de la décrépitude du quartier. Enfin, citons le chiffre des immigrés, installés sur les pentes de la colline : 20 %, le plus souvent en garnis, ou dans des immeubles très anciens.

DETRUIRE LA CROIX-ROUSSE

L'ancien maire de Lyon, Pradel, chargé de donner à Lyon une infrastructure et un urbanisme de deuxième capitale de France, avait entamé une profonde restructuration de l'agglomération lyonnaise : constructions de prestige (la Part-Dieu), quartier neuf de standing, démolition de quartiers populaires... L'objectif : permettre qu'une couche sociale aisée s'approprie les meilleurs espaces, et rejeter les travailleurs à la périphérie et dans ses ZUP.

Sur le plateau, même opération : rayer de la carte certains immeubles, y construire un centre commercial, des logements de standing, et comble de cynisme : des espaces verts... ! C'était détruire ce vieux quartier, bouchée par bouchée, en chasser ses habitants pour les expulser en banlieue, et surtout éliminer cette vie de quartier, encore vivace à la Croix-Rousse, faite de bon accueil, de liens rapprochés entre familles, de bons rapports avec le petit commerce...

LES DEMOLISSEURS A L'ŒUVRE

La Montée de la Grande-Côte, transformée en ghetto immigré et en garnis loués par les marchands de sommeil, a été démolie en partie en 1975. Un matin, les bulldozers sont venus, ont démolé tout le haut de la rue. Surprise d'abord, la population a

La Croix-Rousse : un des plus vieux quartiers de Lyon avec St Jean. Mais aussi le dernier quartier populaire de Lyon, proche du centre ville et du Parc de la Tête d'Or.

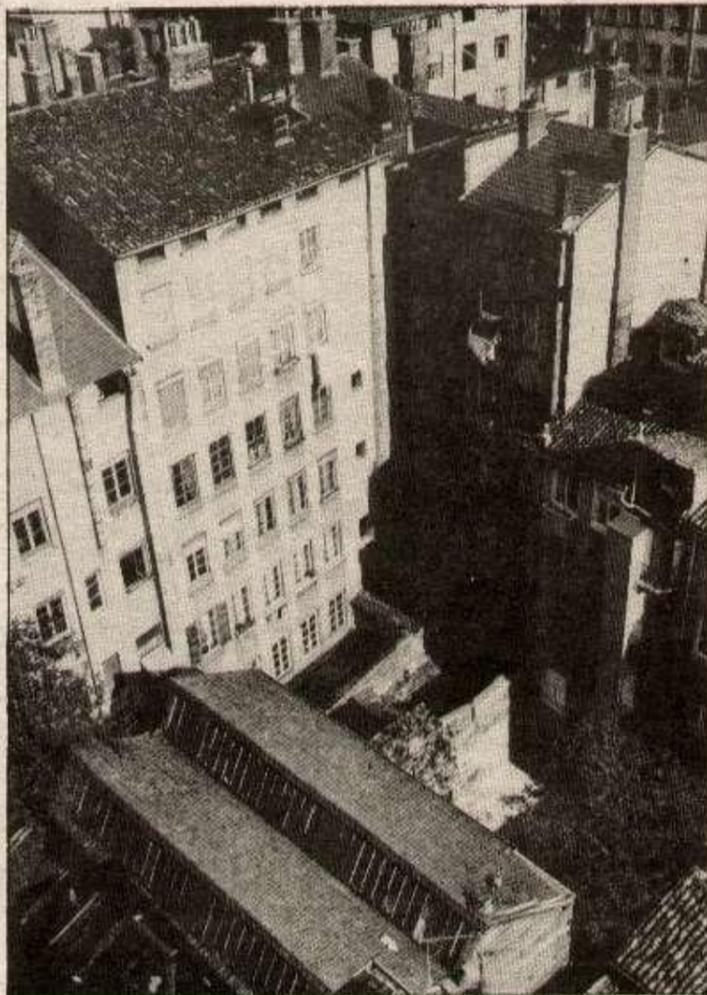
La Croix-Rousse : quel enfant lyonnais n'a pas gravi avec étonnement ses raides escaliers qui aboutissent au plateau, au célèbre «caillou» et à la vue admirable de Lyon ? N'a pas enfilé les «traboules», passant d'une rue à l'autre, en suivant les allées d'immeubles ? N'a pas joué dans les cours intérieures ou depuis des centaines d'années les «gones» ont grandi ?

«Dormez en paix, victimes de Novembre! Que la Terre vous soit légère! Votre sang a fécondé le sol où doit croître l'arbre de l'émancipation des prolétaires!»
Journal ouvrier *L'Echo de la Fabrique*

«Mais notre règne arrivera
Quand votre règne finira
Nous tisserons le linceul du vieux monde
Car on entend déjà la révolte qui gronde
C'est nous les Canuts
Nous n'irons plus nus.»

Le chant des Canuts.

Cent cinquante années sont passées. Mais qui ne connaît pas le chant des Canuts ? Car c'est ici, sur cette colline de la Croix-Rousse que les prolétaires lyonnais, comme leurs camarades parisiens, ont engagé les premières batailles de classe contre la bourgeoisie, qu'ils ont forgé les premières organisations du mouvement ouvrier, les premiers cercles de propagande communiste... La Croix-Rousse, surnommée plus tard «La colline des insurrections», d'où tant de révoltes partirent, tant d'espoir jaillirent, tel ce brillant appel «à tisser le linceul du vieux monde...»
Aujourd'hui, rénovée, ébréchée dans ses rues, mutilée dans son tissu industriel, la Croix-Rousse est livrée aux promoteurs, aux bétonneurs.



Michel BERTEL

milliers de personnes ; certes, les cafés sont très nombreux et ne disparaissent pas ; certes, dans les immeubles, les relations entre familles demeurent... mais entre une population composée de travailleurs usés, d'immigrés et de jeunes, parfois marginaux, le mélange a du mal à prendre.

Bien sûr, les jeunes ont tenté de créer des pôles d'animation, comme des restaurants, des théâtres, voire des galeries... mais ils ne sont fréquentés que par eux. Tous ceux qui ont voulu y enraciner une «culture», transformant la Croix-Rousse en un Montmartre Lyonnais, n'y sont pas parvenus. Malgré ces efforts, volontaristes et communautaires (laveries communes, magasins de produits de ferme...), la population les a ignorés.

A cela, s'ajoutent évidemment tous les phénomènes dus au capitalisme : disparition du petit commerce, déclin du secteur traditionnel, disparition lente des petits industries...

Et chaque fois qu'une famille immigrée s'en va, une nouvelle classe d'école fermera, et cela va s'aggraver avec les mesures Beullac.

La Croix-Rousse : pour beaucoup d'habitants, c'est un des derniers quartiers agréables à vivre. Incontestablement, les rapports entre familles sont à l'opposé de ceux vécus en ZUP : mais l'érosion de cette vie de quartier, la disparition des petites boîtes, les projets des promoteurs et autres «rénovateurs», peuvent conduire à transformer totalement ce quartier.

«La Croix-Rousse n'est pas à vendre. Nous y resterons» affirmement des autocollants. C'est bien là le vœu des différentes composantes de la colline.

UNE COLLINE QUI VIT...

immédiatement engagé l'action : un comité populaire se crée, des informations sont faites, des fêtes organisées... et le bras des démolisseurs fut arrêté.

Depuis, il n'y a pas eu de nouvelles démolitions. Mais de nombreux immeubles restent en état, pourrissant lentement, et le spectacle affligeant de fenêtres murées dure depuis quatre années...

LA RESTAURATION : A TRAINE MAIS ILS EN PROFITENT...

Car en juillet 1975, le maire Pradel, abandonnant la «rénovation-bulldozer» a mis sur pied une «restauration à vocation sociale». La crise économique, la mobilisation des habitants du quartier, le ras-le-bol des Lyonnais de la politique du béton, tout cela avait conduit la municipalité à «restaurer». Au niveau du principe, c'était «redonner vie au quartier» en restaurant des immeubles, en réalisant des équipements collectifs, en maintenant les activités économiques... Projets louables, mais qu'en attendre d'une mairie de droite, à l'heure de la crise ? Alors depuis 4 ans, bien peu de choses ont été réalisées.

Pour les logements, depuis 1976, seuls 3 immeubles ont été restaurés ! Si cela est dû à la lenteur de parution des décrets, de l'ouverture des dossiers, il va sans dire que les propriétaires eux, n'ont pas traîné pour «rénover» à leur manière ! Résultat, le prix des loyers a considérablement augmenté, et cela facilite l'expulsion des familles populaires, des immigrés... Des appartements dans certaines rues ne sont ni loués ni mis en vente, et le propriétaire attend que les gens s'en aillent pour «restaurer» et revendre à des prix hors de portée des bourses populaires... etc.

De plus, la restauration publique, l'aménagement de conduites... a abouti à une montée en flèche des impôts locaux, des loyers... La mise en place de l'Aide Personnalisée au Logement, si elle peut constituer une aide dans certains cas limités, pénalise déjà les foyers où mari et femme sont smigards. Et de toute façon, après 9 ans, les loyers seront libres...

Côté équipements collectifs, c'est la même chose. La mairie a acheté un énorme bâtiment en bas des pentes, pour en faire une maison de quartier, après

tentative de «concertation» avec les habitants. Mais elle n'est pas près d'être ouverte.

Quant au Comité Populaire, qui avait commencé son travail contre la démolition de la Grande-Côte et arrêté une opération de spéculation sur ce plateau, il a cessé son activité en 1976, traversé par des clivages politiques, des différences d'analyses et confronté à la lutte difficile contre la «restauration». Mais ce comité avait regroupé beaucoup de travailleurs âgés, des jeunes actifs, son président avait été longtemps un ancien de 70 ans... et son activité avait pu unir dans une même lutte, ces mondes assez différents qui font la Croix-Rousse.

UNE VIE DE QUARTIER QUI DEPERIT

Car aujourd'hui, à la Croix-Rousse, il y a un peu trois mondes différents, relativement fermés sur eux-mêmes : les immigrés, les jeunes, les vieux. Coupures dues à la ségrégation sociale, au rejet des vieux travailleurs, et aussi d'une jeunesse un peu «folklorique» et réveuse...

Et puis, la vie «villageoise», petit à petit se meurt : certes, sont célèbre marché draine des

Réunion des Neuf sur l'agriculture, l'énergie et la monnaie L'UNITE DES PAYS EUROPEENS AU PIED DU MUR

Nombreuses réunions dans les milieux dirigeants des neuf pays du Marché commun cette semaine. Ce lundi, les ministres de l'économie et des finances, ainsi que les ministres de l'énergie se sont réunis à Luxembourg. A l'ordre du jour, un bilan du système monétaire européen, et l'examen des problèmes posés par l'approvisionnement pétrolier de

l'Europe. Parallèlement, les ministres de l'agriculture des Neuf se réunissent pour la mise au point des prix agricoles. Toutes ces rencontres préparent le conseil européen, qui va réunir jeudi les chefs d'Etat et de gouvernement. Ce sommet va permettre de mesurer le degré d'unité politique entre les bourgeoisies des pays européens.

C'est en avril, d'après le calendrier initial, qu'auraient dû être négociés les prix agricoles. Les négociations ont été reportées à cette date pour attendre le résultat des législatives en Grande-Bretagne, et aussi pour éviter les interférences avec la campagne électorale pour le Parlement européen. La Communauté européenne connaissant actuellement un problème d'excédents, la Commission de Bruxelles propose, pour réduire ces excédents, de geler les prix agricoles à leur niveau actuel. Une telle mesure a pour effet de maintenir au même niveau — donc de diminuer en terme de pouvoir d'achat — les prix garantis aux agriculteurs. Ce type de décisions est particulièrement délicate à faire appliquer pour les gouvernements, qui prendraient le risque politique de se mettre à dos une partie importante des agriculteurs. On peut prévoir que des contradictions importantes vont se faire jour sur cette question : les réactions prévisibles des agriculteurs étant variables selon les pays, les gouvernements concernés ne négocieront pas chacun sur les mêmes bases. On pourra mesurer là le degré de cohésion des différentes bourgeoisies européennes.

UNE POLITIQUE ENERGETIQUE INEXISTANTE

Un problème crucial qui se trouve posé aux pays européens est évidemment celui de l'approvisionnement



Le 4 juin, le ministre français des Affaires étrangères (ici avec le secrétaire d'Etat Cyrus Vance) se faisait éconduire par Carter dans ses revendications sur la politique énergétique. L'Europe pourra-t-elle faire front ?

ment pétrolier, ceci d'un double point de vue.

D'une part, depuis 1973, les pays européens se trouvent confrontés aux légitimes revendications des pays producteurs de pétrole pour obtenir un plus juste prix de leurs matières premières. Face à cette situation, les bourgeoisies européennes ne sont pas parvenues, en raison des contradictions qui les opposent, à opposer un front commun aux pays du Tiers-Monde. C'est ainsi que la Grande-Bretagne, qui dispose de pétrole en mer du Nord, ou les Pays-Bas, qui disposent de gaz naturel, utilisent ces ressources à leur gré, sans qu'elles soient intégrées à une politique communautaire.

D'autre part, la récente décision américaine de subvention aux importations de pétrole aux Etats-Unis est venue heurter les intérêts des bourgeoisies européennes. Pour être en mesure de faire face à la demande de la consommation intérieure américaine, Carter décidait de subventionner les compagnies pétrolières américaines qui importaient du pétrole aux Etats-Unis, l'effet de cette mesure étant de créer une tension sur le marché libre de Rotterdam.

On sait quel refus le président américain a opposé aux demandes, d'ailleurs modérées, du ministre français des affaires étrangères, intervenant au nom de la CEE.

On vient d'apprendre, de surcroît, que l'URSS prévoyait que sa production pétrolière n'atteindra pas le niveau prévu par le plan. Les pays de l'Est, qui dépendent de l'URSS pour leur approvisionnement pétrolier dans de larges proportions, pourraient se trouver contraints de ce fait à acheter du pétrole sur le marché libre, ce qui aggraverait les tendances à la hausse du prix du pétrole. Reste à savoir si, face à cette situation, les pays européens seront en mesure d'opposer une riposte commune.

A en juger par la tiédeur des protestations formulées jusqu'à présent, il est permis d'en douter.

Toutefois un certain compromis s'est fait entre les Neuf lundi à Luxembourg. Ils ont décidé de procéder à l'enregistrement de toutes les transactions pétrolières sur tous les marchés du monde. Mais il ne s'agit pas là d'une taxation des transactions au-delà d'un certain prix. La normalisation du marché libre de Rotterdam est donc exclue.

Les Neuf ont également admis la nécessité de négociations entre pays producteurs et pays consommateurs.

Mais les divergences de fond entre les Neuf persistent et il faut noter que les discussions précédentes sur les problèmes énergétiques n'avaient abouti qu'à des déclarations d'intention.

François NOLET

HORIZON 81 : PS : LA GUERRE DES CHEFS

Les dissensions apparues avec force au sein du parti socialiste augurent déjà de ce que seront les prochains mois : à l'évidence, la bataille qui oppose Mitterrand à Mauroy ou Rocard connaît depuis le 10 juin un cours nouveau, et plus âpre. Trois éléments expliquent pour l'essentiel cette nouvelle guerre des chefs.

Tout d'abord, il faut prendre en compte les querelles de personnes, si importantes au sein d'un parti social-démocrate. De ce point de vue, l'unité du PS est en fait menacée depuis 1974, très exactement depuis ce jour où Rocard a donné son adhésion, à l'occasion des « assises du socialisme ». Depuis, l'ancien chef de file du PSU poursuit un plan froidement déterminé : d'abord faire partie de la direction du parti, pour conquérir une clientèle au sein du parti, ensuite faire apparaître ses divergences, dès le lendemain des élections, c'est-à-dire à un moment où les militants étaient durement secoués par l'échec, enfin faire publiquement acte d'opposition à Mitterrand, pour se présenter en alternative face au leader vieillissant. Le tout, on l'aura deviné, en se donnant une stature d'homme d'état, et donc de possible président de la république... Mitterrand, l'homme qui a « refait le PS », l'homme à qui il n'a manqué que 1 % pour accéder à l'Elysée en 1974, ne l'entend évidemment pas de cette oreille. S'il n'est pas candidat aux futures présidentielles, il entend du moins choisir lui-même son successeur dans la course. Cette querelle d'ambitions est un élément déterminant de la crise du PS.

Le deuxième élément tient au programme même du parti socialiste. Pour Mitterrand, ce qui a été bon une fois doit pouvoir continuer à l'être, et sa tactique ne consiste à rien d'autre qu'à continuer dans la voie ouverte en 1972, celle d'un programme « attrape-tout ». Au contraire, Rocard, et dans une moindre mesure Mauroy, estiment que le temps est venu de mettre le programme socialiste en accord avec ce que serait la pratique des socialistes dans un gouvernement de gauche. En clair, il s'agit de tenir compte « de la crise », des réalités, de « ce qui peut-être fait et de ce qui ne peut pas l'être ». Pour reprendre les termes d'un de ses proches, Rocard pense que seul un programme qui intégrerait ces données pourrait lui conférer une « fiabilité présidentielle ».

Enfin, la bataille se joue aussi sur le type de relation à instaurer avec le PCF. Pour Mitterrand, il faut « attendre », et œuvrer pour que le PCF « revienne à une meilleure conception de l'union de la gauche ». A l'inverse, Rocard et Mauroy pensent de plus en plus qu'il faut substituer à « l'union de la gauche » une « union des forces populaires », beaucoup plus vaste ; quitte à ce que, les élections venues, une place soit faite au PCF dans cette « union des forces populaires ».

Tels sont les trois grands thèmes sur lesquels se mène la bataille aujourd'hui. Reste que le chemin dans lequel s'est engagé — imprudemment — le PS est étroit, et semé d'embûches.

Le parti socialiste doit pour une large part ses succès électoraux à son image « nouvelle », en rupture apparente avec la vieille SFIO qui a sévi si longtemps dans notre pays. Un parti jouant largement sur la « stature » de son leader, un parti apparemment ouvert aux idées nouvelles, un parti qui ne s'en laisse pas compter par le PCF, voilà ce qui a permis la spectaculaire ascension du PS, y compris dans l'électorat centriste. Autant de masques qui tombent un à un tandis que les chances de victoire aux présidentielles s'éloignent. A ce rythme, la guerre des chefs pourrait bien aboutir au paradoxe suivant : plus elle s'exacerbe, et plus son enjeu devient mince.

REPRESSION CONTRE LES MILITANTS CORSES

Alors que se poursuit le procès devant la Cour de Sûreté de l'Etat de 21 militants corses, procès au cours duquel de multiples incidents se produisent, le président refusant d'entendre la déclaration commune des inculpés, de fait le procès n'a pas véritablement commencé. Plusieurs arrestations ont eu lieu. Celles-ci, au nombre de cinq, sont intervenues durant ce week-end sur l'île, et viseraient des personnes suspectées d'avoir commis les attentats de samedi matin.

Un autre Corse, surveillant d'internat à Antibes, avait été arrêté jeudi dernier dans son lycée. Le SGEN-CFDT des Alpes-Maritimes et le Comité de soutien aux emprisonnés corses protestent contre cette arrestation.

Le 14 juin, Michel Philippi, surveillant d'internat au lycée Audiberti à Antibes, a été arrêté sur son lieu de travail sur commission rogatoire de la Cour de Sûreté de l'Etat. Une fois de plus l'Etat français montre son vrai visage, celui de la répression aveugle et sans discernement. Une fois de plus, l'arbitraire de la Cour de Sûreté de l'Etat permet au pouvoir de bafouer les droits de l'homme, de la même manière qu'il réprime les aspirations légitimes du peuple corse. Le comité de soutien apporte son soutien fraternel à Michel Philippi, qui, dès son arrestation, a entamé une grève de la faim et de la soif, et appelle à une mobilisation massive afin de faire échec à cette nouvelle attaque de l'Etat français.

Comité de soutien aux emprisonnés corses

Communiqué du SGEN - CFDT
des Alpes-Maritimes

LA FAUSSE PAIX DES SUPERPUISSANCES

Carter et Brejnev ont signé, comme prévu, lundi à Vienne, les accords sur la « limitation des armements nucléaires stratégiques », dont la période d'application devrait aller jusqu'en 1985. Bien que les textes définitifs n'aient pas encore, à cette heure, été rendus publics, ce qui en filtre, ainsi que les présentations qui en ont été faites par les deux délégations, américaine et soviétique, indiquent qu'il n'y a aucune surprise, et que les deux chefs d'État n'ont fait que signer des accords qui avaient été, pour l'essentiel, mis au point dans leur forme définitive depuis au moins un mois et demi.

Mais, les accords de Vienne, pour ne pas rester purement symboliques, et avoir force de loi, doivent être ratifiés par les instances législatives des deux pays. Or de ce point de vue, on

le sait, rien n'est acquis, car si Brejnev n'a aucun souci à se faire sur la « discipline » de la machine du Soviet suprême, Carter, au contraire, dans une position politique très faible sur le plan intérieur, risque de ne pouvoir rassembler la majorité des deux tiers du Sénat, nécessaire à la ratification du traité SALT.

Ratification ou non, une chose en tout cas est certaine : quels que soient les propos lénifiants des dirigeants américain et soviétique, tel Brejnev déclarant lors de la cérémonie de signature : « En signant SALT II, nous faisons un pas essentiel vers une amélioration générale des relations soviéto-américaines et par conséquent du climat international tout entier », rien n'est réglé.

Rien n'est réglé en ce sens que Salt II ne signifie nullement, bien au contraire, un amoindrissement de la rivalité soviéto-US, rien n'est réglé dans le sens où Salt II n'est qu'une étape dans l'aggravation de la rivalité entre les deux superpuissances pour la suprématie nucléaire, conçue comme aspect important de leur conquête de l'hégémonie mondiale. Cette dangereuse réalité est inscrite dans le contenu même des accords Salt II, elle l'est aussi, et de façon fondamentale, dans l'incapacité des deux « grands » soulignée par le sommet soviéto-américain, d'apporter le moindre élément de réponse qui aille dans le sens de diminuer la tension se manifestant de façon croissante dans des « points chauds » de plus en plus nombreux du monde, et où, face aux peuples, sont impliquées, à des degrés divers, les deux superpuissances.

PLAFONDS ELEVES ET COURSE CENTREE SUR LA « QUALITE »

Pour ce qui est du contenu des accords signés, ils comportent pour l'essentiel un traité qui, globalement, vaut jusqu'en 1985 mais dont l'application prévue est déjà relativisée par certaines modalités. Telle celle qui prévoit

que les deux superpuissances pourront développer des systèmes d'armes nouveaux si ceux-ci sont en cours de réalisation au moment de la signature de l'accord, et qui limite à trois ans l'interdiction de leur mise en place. On a une bonne illustration de la course qui est ainsi froidement envisagée lorsqu'on sait que dans le cadre de l'accord Salt II, les Etats-Unis vont mettre en place sur leur territoire un nouveau réseau de fusées terrestres intercontinentales de longue portée, les MX, sur rampes de lancement mobiles. Il est significatif que Brejnev ait considéré à Vienne que ce nouveau déploiement de missiles n'était pas contradictoire avec les accords de « paix » : en effet, les MX américains sont une réponse aux SS 18 que les Soviétiques sont eux-mêmes en train de déployer sur le territoire de l'URSS et qui, par leur très forte puissance et leur très haut degré de précision, pourraient anéantir les silos fixes dans lesquels sont entreposés les Minuteman III, à ogives multiples indépendamment téléguidées, qui étaient jusqu'ici le dernier cri des missiles américains. Ce fait est révélateur d'une caractéristique essentielle de l'actuelle course aux armements nucléaires entérinée par Salt II : si des plafonds quantitatifs élevés sont fixés, qui autorisent par exemple l'augmentation d'environ 4 000 du nombre d'ogives nucléaires, dont les plus faibles équivalent à des dizaines de fois la bombe atomique d'Hi-

roshima, c'est avant tout sur la « qualité » qu'est centrée la compétition nucléaire entre les deux supergrands. Or, dans ce domaine, qu'il s'agisse de la précision et du perfectionnement du système de téléguidage, aucune limite n'est fixée par l'accord. Depuis 7 ans, depuis Salt I, c'est d'ailleurs dans ce domaine, et pas simplement celui du nombre de missiles, que les progrès soviétiques ont été les plus spectaculaires, rattrapant largement les Etats-Unis, qui avaient auparavant dans le domaine de la technologie nucléaire ultra-sophistiquée, notamment par la précision avec laquelle les fusées atteignent leurs cibles, un net avantage.

Une autre modalité qui relative également l'application du traité : le nouveau bombardier stratégique soviétique, le *Backfire*, qui peut, à partir du territoire soviétique, atteindre avec ses charges atomiques, n'importe quel point du territoire américain, n'est pas comptabilisé, sous prétexte qu'il ne pourrait pas faire l'aller-retour (!). Brejnev s'est tout au plus engagé, à Vienne — sans même, semble-t-il que cela figure dans la lettre du traité — à ce que les Soviétiques ne produisent « que » 30 bombardiers de ce type, en plus, chaque année.

Ces divers éléments, pour significatifs qu'ils soient, ne sont pas les seuls qui montrent à quel point, contrairement à ce que titre *L'Humanité* de mardi, SALT II ne signifie pas que « la paix ne marque pas un point ».

LES ARMES DONT SALT II NE PARLE PAS

SALT II nous l'avons dit, ne concerne que les armements nucléaires susceptibles d'atteindre une superpuissance à partir du territoire de l'autre. Or, la course engagée dans le domaine des armements nucléaires aussi bien que non-nucléaires stationnés en Europe, hors du territoire des deux superpuissances, est très lourde de menaces pour la paix et la sécurité mondiales.

Concernant les armements nucléaires à moyenne portée, d'abord :

parce que le contrôle du continent européen est un enjeu de leurs rivalités, les deux superpuissances y renforcent, aujourd'hui, considérablement, leurs systèmes de missiles à moyenne portée, non-stratégiques, qui échappent de ce fait à toute limitation, même aussi formelle que celle que peut envisager SALT II. Sur ce plan, notons qu'il n'y a pas symétrie USA-URSS : pour des raisons géographiques évidentes, l'URSS, qui installe par ailleurs, aujourd'hui, en RDA les missiles SS 21, peut à partir de son territoire, atteindre n'importe quel point d'Europe occidentale, avec les fusées de portée moyenne, extrêmement sophistiquées, qu'elle est en train de déployer. Face à cette pression redoutable sur les pays ouest-européens, les USA entendent déployer entre autres des missiles « Pershing » améliorés.

Dans ce contexte, la situation de l'Europe occidentale est donc des plus inconfortables. Outre le fait que les dispositifs « avancés » qu'envisagent les Etats-Unis, parce qu'ils sont déployés sur le sol des pays ouest-européens, aggravent forcément la situation de cibles que ceux-ci représentent, l'Europe occidentale est largement tributaire dans ce domaine des aléas de la politique globale américaine. Les Etats-Unis, en contrôlant les dispositifs « avancés » placent l'Europe occidentale dans une situation de dépendance, sans pour autant s'engager à la garantir par ses systèmes « centraux » (c'est-à-dire les armements stratégiques stationnés sur son propre territoire). Washington, en cas d'agression soviétique contre l'Europe occidentale, peut, du moins dans un premier temps, se borner à l'utilisation de ses seuls moyens disponibles sur le théâtre d'opérations européen dans l'espoir de laisser le territoire américain à l'abri des représailles soviétiques. C'est une des données qui fondent la dangereuse éventualité de marchandages sur le dos de l'Europe auxquels pourraient se livrer les superpuissances dans le cadre de négociations SALT III. Celles-ci consacrées aux armements nucléaires en Europe, et qui devraient s'engager en vue d'entrer en application après 1985, ont été prévues pour le protocole d'accord signé à Vienne, mais sans que leur contenu et leurs modalités soient clairement définies, tant l'âpreté de la rivalité USA-URSS risque de s'y exprimer.

On sait que jusqu'ici, le pouvoir giscardien a rejeté, par avance, cette négociation, refusant d'englober la force française de frappe — qui reste autonome par rapport aux Etats-Unis — dans les tractations entre les superpuissances, qui décideraient alors de son statut et de son éventuelle utilisation.

Sur le plan des forces armées en Europe centrale.

Brejnev et Carter ont fait le point à Vienne, sur les négociations pour la réduction de ces forces. Alors que ces négociations réunissent, sans résultat aucun, les pays membres de l'OTAN et les pays membres du Pacte de Varsovie, depuis octobre 1973, les deux chefs d'État n'ont rien modifié à l'impasse dans laquelle elles se trouvent. Les négociations en question achoppent notamment sur le point de savoir si le « désarmement » dans cette zone vitale où se font face les deux dispositifs, doit être « paritaire » (réduction égale de part et d'autre) ou « équilibré » (réduction inégale en défaveur du Pacte de Varsovie). Le « désarmement équilibré » est réclamé par l'OTAN dans la mesure où (comme le montre le tableau ci-joint) il y a aujourd'hui une inégalité très importante, qui ne cesse de s'accroître encore, au profit du Pacte de Varsovie. Alors que des bruits avaient couru comme quoi Brejnev proposerait un retrait de 60 000 soldats soviétiques de RDA et de Tchécoslovaquie, contre un retrait de 30 000 Américains de RFA, le porte-parole de la délégation soviétique à Vienne s'est empressé de démentir, se contentant de prétendre : « Un équilibre est établi dans cette région, et nous le respectons » (!).

Ce dialogue de sourds, et la confirmation qu'il a reçu au sommet soviéto-américain, signifient que les pressions sur les pays européens, par le biais du renforcement des dispositifs militaires, va encore s'accroître.

DIALOGUE DE SOURDS SUR LES « POINTS CHAUDS »

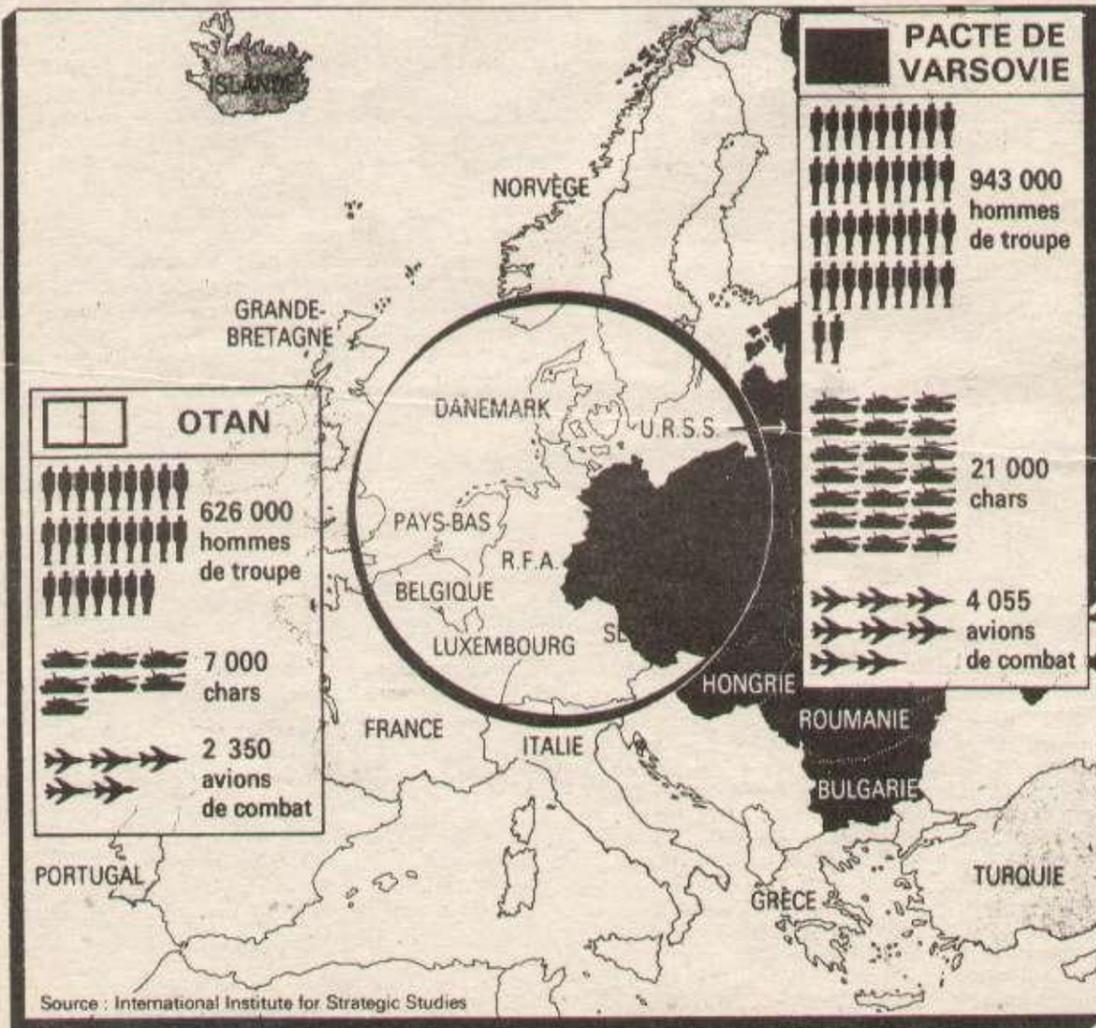
Un autre domaine particulièrement important, que n'aborde pas SALT II, et sur lequel le dialogue de sourds entre Brejnev et Carter s'est également manifesté avec éclat, concerne les différents conflits armés dans le Tiers Monde où sont impliquées les superpuissances, et qui par leur localisation, mettent en jeu notamment les sources d'approvisionnement énergétique de l'Europe. Inégalable dans l'hypocrisie, dont savent faire preuve les dirigeants des superpuissances pour présenter sous un jour favorable leurs manœuvres pour l'hégémonie mondiale, Brejnev a nié l'existence de « complots et intrigues de Moscou », estimant que dès que l'on parlait de cela c'était seulement pour s'en prendre aux « luttes populaires pour l'indépendance et le progrès social ».

Ainsi, le sommet Brejnev-Carter qui a signé un traité nullement en mesure d'enrayer la course aux armements nucléaires « stratégiques » et reste muet sur la course aux autres armements, a été bien incapable de définir la moindre mesure susceptible de diminuer la tension internationale. Il a au contraire fait l'étalage de la rivalité des superpuissances, montrant une fois de plus le contenu réel de la prétendue « détente ».

Jean-Paul GAY

UN DES DOMAINES PASSE SOUS SILENCE PAR SALT II :

L'aggravation de la rivalité sur le plan des forces conventionnelles Est-Ouest, dans le secteur Centre-Europe



NICARAGUA

- Le Front sandiniste contrôle les principales villes
- L'isolement diplomatique de Somoza

Après la prise par le Front sandiniste de la ville de Leon (2^e ville du pays), à 90 kilomètres à l'Ouest de Managua, c'est l'une des portes d'accès à la capitale qui est ouverte. Sur le front Sud, les forces sandinistes progressent vers la ville de Rivas, où le gouvernement provisoire formé samedi pourrait s'installer.

Dans l'ensemble du pays, le Front sandiniste contrôle les principales villes.

Le programme sandiniste : «Un gouvernement pour tous les humiliés et les exploités du Nicaragua»

Le Front de libération sandiniste (du nom de César Sandino, dirigeant de la lutte contre l'impérialisme US, assassiné par Somoza, père du dictateur actuel) est une organisation politico-militaire fondée au début des années 60. Cette organisation, ayant abandonné la stratégie guérilliste des «foyers de guérilla», a développé sa liaison avec le mouvement de masses et les organisations patriotiques. C'est ainsi qu'à la suite du soulèvement populaire qui a commencé en janvier 1978 après l'assassinat du dirigeant de l'opposition Chamorro, le Front sandiniste est apparu politiquement et militairement comme la seule force capable de prendre en main la lutte contre le régime de Somoza.

Le programme du Front sandiniste prévoit ainsi la constitution d'un gouver-

nement populaire : «Le Front sandiniste de libération nationale, émanant du peuple, lutte aux côtés du peuple pour abattre la tyrannie somoziste et porter au pouvoir un gouvernement démocratique et populaire, le premier gouvernement indépendant et patriotique, le gouvernement de nous tous, pour les travailleurs des usines, des ateliers et des petites entreprises, les artisans, les paysans sans terre, les ouvriers agricoles, un gouvernement pour ceux qui vivent dans les taudis et n'ont pas de travail, pour les humbles soldats et les exploités, pour tous les humiliés et les exploités du Nicaragua...».

Le programme du Front énumère un certain nombre de mesures immédiates :

— Confiscation de toutes les terres, usines et propriétés du clan Somoza.

Sur le plan diplomatique, l'isolement de Somoza s'accélère. Après la rupture par le Mexique et le Costa Rica de toute relation diplomatique avec le Nicaragua, c'est l'Equateur qui vient de prendre la même décision.

Les USA ont demandé une réunion d'urgence (qui pourrait se tenir jeudi) de l'Organisation des États américains.

— Réforme agraire : redistribution des terres aux paysans sans terre.

— Conditions de travail décentes et salaires justes pour les ouvriers agricoles, les ouvriers et les mineurs.

— Libertés syndicales et libertés d'expression.

— Contrôle des prix.

— Droit au logement, à des transports corrects, à la santé, droit à l'éducation et lutte contre l'analphabétisme.

— Constitution d'une armée démocratique qui défende véritablement les intérêts du Nicaragua et du peuple.

Dans le domaine international, le programme du Front sandiniste prévoit : «le Nicaragua aura des relations avec tous les pays du monde, en accord avec l'intérêt du pays et nous allons en finir avec toute intervention étrangère. Le gouvernement dénoncera tous les contrats

et les conventions signés avant ou pendant le somozisme, qui sont contraires à notre indépendance, notre souveraineté et notre dignité».

Le Front sandiniste était jusqu'à l'année dernière divisé en trois tendances :

1) La tendance dite «pour la guerre populaire prolongée», s'appuyant principalement sur l'organisation des paysans et préconisant une lutte prolongée.

2) La tendance «prolétaire».

3) La tendance terceriste, partisane d'une insurrection s'appuyant sur un large front incluant la bourgeoisie libérale.

Devant l'urgence des tâches après l'insurrection de septembre, ces trois tendances se sont réunifiées et ont annoncé leur fusion totale en mars 1979, peu avant le début de l'offensive actuelle des forces de libération.

- Erythrée : la contre-offensive du mouvement de libération se poursuit

COMMUNIQUE DU FPLE

L'armée populaire du FPLE intensifie ses opérations militaires afin d'affaiblir les troupes d'occupation éthiopiennes avant de lancer sa contre-offensive. Au début de ce mois, le FPLE a infligé de lourdes pertes aux forces colonialistes éthiopiennes qui ont tenté d'ouvrir la route Keren-Afabet. Il les a obligés à regagner les villes assiégées.

D'autre part, le 13 juin, le FPLE a balayé un des camps éthiopiens qui étaient implantés sur la route Asmara-Decamere à 15 kms au Sud de la capitale Asmara. Les pertes de l'ennemi ont été : 150 soldats éthiopiens tués, 17 faits prisonniers, 6 camions militaires détruits, un tank soviétique détruit. Une grande quantité d'armements légers a été saisie.

Victoire aux masses !
Paris le 18/6/79

Front Populaire de Libération de l'Erythrée

- Laos : aggravation de la tension avec la Chine

Le 1^{er} juin, le gouvernement laotien a demandé à la Chine de réduire sensiblement le nombre des membres de son ambassade au Laos et a exigé la fermeture du bureau de l'attaché militaire. Déjà depuis le début de l'année, le gouvernement laotien a suspendu unilatéralement les relations de coopération entre la Chine et le Laos et a demandé le rapatriement immédiat des coopérateurs chinois. Cette politique hostile à la Chine se développe alors que le Laos est occupé par 50 000 soldats vietnamiens, de nombreux conseillers de Hanoï s'infiltrant dans les organismes de l'Etat, tandis que le gouvernement laotien s'aligne totalement sur la politique expansionniste de Hanoï et sur les positions internationales de l'URSS. Répondant au gouvernement de Vientiane dans une note diplomatique, le gouvernement chinois rappelle les bonnes relations existant entre la Chine et le Laos de 1961 à 1978 et leur brusque détérioration du fait du gouvernement laotien. Au sujet de la dernière mesure, il déclare : «Il s'agit là, purement et simplement, d'une mesure de discrimination, d'un nouveau pas franchi par les autorités laotiennes en vue de nuire délibérément aux rapports sino-laotiens».

On apprend d'autre part que le gouvernement laotien a décidé de lancer une nouvelle campagne de conscription militaire concernant tous les hommes de 15 à 45 ans.

- Manifestations à Naplouse contre une nouvelle colonie sioniste

Dimanche, plusieurs milliers d'habitants de Naplouse, principale ville de Cisjordanie, ont manifesté contre la nouvelle colonie sioniste d'Eilon Moreh implantée à proximité de la ville. Un mot d'ordre de grève générale avait été lancé et observé par les commerçants. Un cortège, à la tête duquel se trouvaient le maire, les autorités religieuses et différentes personnalités de la ville, a entrepris une marche en direction du site de la colonie. Des affrontements violents se sont produits lorsque l'armée israélienne a barré la route et a voulu disperser ses barricades. Les sionistes ont opéré plusieurs arrestations.

D'autre part le gouvernement syrien a lancé un appel à l'ONU pour attirer l'attention sur la politique d'annexion de l'Etat sioniste qui vise à perpétuer son occupation du Golan. En effet, changeant le statu quo de l'occupation provisoire, Israël tente actuellement de mettre en place une administration plaçant sous son contrôle direct les habitants du Golan.

- Réunion-débat à Créteil

Avec un membre de la délégation du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) de retour de Chine Populaire (montages-diapos, brochures, etc.)

Le 22 juin à 20 h 30
au 17 rue Emmanuel Chabrier
(Salle sous le centre social Kennedy)

Soweto : trois ans après

Rassemblement massif dans une église du ghetto noir

C'est le 16 juin 1976 qu'éclatait la révolte des jeunes de Soweto contre le régime raciste de l'apartheid. Après des années d'oppression et de silence, c'est une nouvelle génération africaine qui relevait la tête et qui s'inspirant des victoires remportées par leurs frères des anciennes colonies portugaises, revendiquaient le pouvoir dans le bastion raciste d'Afrique Australe. La révolte contre le système scolaire de l'apartheid portait en lui la condamnation du régime de Pretoria. Celui-ci ne s'y est pas trompé : il a répondu à cette révolte en faisant tirer sur les jeunes, en massacrant plusieurs centaines.

Après Soweto, le mouvement de révolte s'est étendu à d'autres villes et s'est élargi aux travailleurs. La répression s'est développée et systématisée.

Après les manifestations de rue, le pouvoir a interdit les réunions, proscrit les organisations. Il a entrepris de décimer impitoyablement les cadres du mouvement par des assassinats légaux ou des exécutions dans les prisons. C'est ainsi qu'il a supprimé Steve Biko, Solomon Mahlangu, et tant d'autres.

Mais le peuple d'Afrique du Sud n'a pas accepté la défaite. Aujourd'hui bailonné, il se prépare à de nouvelles luttes, sûr de la revanche, sûr du soutien croissant des peuples du monde qui exigent la fin du régime raciste et du soutien que lui apportent les impérialistes.

C'est pour manifester leur espoir et leur volonté de lutte que plus de sept mille noirs se sont rassemblés dimanche dans la plus grande église de Soweto (les églises étant les seuls



lieux de réunion possibles) afin de commémorer le troisième anniversaire de la révolte. De nombreux jeunes, levant le poing, ont lancé des slogans pour le «pouvoir noir». De Motlana, dirigeant de la communauté noire a condamné dans un discours la politique de développement des «bantoustans»

qui vise à aggraver la ségrégation. Il a affirmé «depuis 1976, la classe dirigeante de ce pays n'a rien appris». Plusieurs orateurs ont rendu hommage aux martyrs de juin 1976, demandant au peuple d'Afrique du Sud de continuer leur combat.

J. P. C.

2 syndicalistes soviétiques condamnés

SOUTIEN AU SYNDICALISME INDEPENDANT EN URSS

En moins d'un mois, deux syndicalistes soviétiques membres fondateurs d'un syndicat indépendant, le SMOT, viennent d'être frappés par de lourdes condamnations : le 16 mai, Vladimir Skvirski était condamné à

cinq ans d'exil intérieur, le 12 juin Lev Volokhonsky à deux ans de camp de travail (voir QdP du 15 juin). La même menace pèse aujourd'hui sur Marc Morozov qui doit passer prochainement en procès.

**Ils revendiquent : — Le droit de se plaindre,
— Le droit de critiquer, — Le droit de prendre la parole.**

Le syndicalisme libre, indépendant du pouvoir soviétique et des syndicats officiels, est né en URSS à la fin de 1977. Dans la première tentative d'organisation autour du mineur Klebanov, se regroupaient des hommes et des femmes qui s'étaient retrouvés au hasard, dans les salles d'attente des plus hautes instances du parti et de l'Etat, ayant en commun les mêmes motifs de licenciement, les mêmes demandes de réintégration. Ils avaient tous été chassés de leur emploi pour avoir «critiqué publiquement les gaspilleurs de la propriété socialiste, les mauvaises conditions de travail, les bas salaires, les accidents du travail, les normes et les cadences infernales de production (qui conduisent à des malades et à des produits de mauvaise qualité), la hausse permanente des prix des produits de première nécessité, tout ce qu'on désigne chez nous comme des «insuffisances» et des difficultés passagères». Ils avaient tous été licenciés avec l'accord des syndicats officiels.

Ils décidaient alors de donner une forme collective et organisée à leur lutte, sachant qu'ils représentaient non seulement leurs propres intérêts mais les aspirations de milliers de travailleurs. Les syndicats officiels ne remplissent plus leur rôle, ils ne défendent plus les travailleurs mais les intérêts de l'Etat, il faut en construire de nouveaux. «Nous revendiquons le droit de nous plaindre, le droit de critiquer, le droit de prendre la parole». Ils se donnent des statuts, lan-

cent un appel à l'OIT et aux organisations syndicales occidentales, publient la liste des 43 membres fondateurs avec de très nombreux témoignages et se réclament de plus de deux cents candidats membres (voir QdP 1^{er} mai 1979). Mais dès la minute où il naît, le syndicat indépendant est frappé par la répression. Qu'après des intellectuels, des ouvriers se lèvent pour se donner leurs propres formes d'organisation est intolérable pour le pouvoir soviétique. Le syndicat est rapidement démantelé, Klebanov interné pour la troisième fois en hôpital psychiatrique, les autres dont les noms sont publics, poursuivis par le KGB, arrêtés, internés.

Mais aujourd'hui, en dépit de la répression, le mouvement syndical indépendant en URSS existe, il a pris la forme organisationnelle du SMOT (Union Interprofessionnelle Libre des Travailleurs) incorporant tant le syndicat libre que le syndicat indépendant.

Le SMOT, créé le 28 octobre 1978 par Borissov, militant ouvrier de longue date du mouvement pour les libertés démocratiques, a pour objectif la défense de tous les droits des travailleurs : les droits professionnels mais aussi «les droits culturels, sociaux et politiques». Il défend les travailleurs licenciés arbitrairement ou arrêtés pour des raisons politiques et non seulement ses membres mais tout travailleur qui lui en fait la demande. Comme le syndicat indépendant, il veut se construire en dehors des syndicats officiels, il se

refuse à tout engagement qui le ferait dépendre du parti et de l'Etat (voir QdP du 15 juin 1979). En dépit de la répression, il comptait fin décembre 10 groupes de 150 à 200 membres chacun.

NOUS DEVONS RÉPONDRE A LEUR APPEL

Les condamnations qui frappent aujourd'hui ses militants ne doivent pas tomber dans le silence.

Elles arrivent alors que la grande presse fait grand bruit des «libérations» de 5 dissidents soviétiques contre 2 espions soviétiques et des promesses d'émigration pour les juifs d'URSS. Certes, les illusions ont été levées sur le caractère de ces «libérations». Au moment de la signature des Accords SALT, elles apparaissent dans leur sinistre réalité, celle d'un sordide marchandage dans la course aux armements des deux superpuissances. Mais à l'heure où toutes les propagandes officielles vont regorger de discours sur la détente et la paix, la fraternité et l'amitié entre les peuples etc, la dénonciation de la répression qui frappe les représentants de la classe ouvrière soviétique doit se faire avec d'autant plus de force.

Les syndicats indépendants, dès leur apparition, ont lancé un appel au soutien des organisations syndicales occidentales, renouant ainsi avec les plus anciennes traditions de la solidarité internationale des travailleurs. Nous devons répondre à leur appel.

Le 18 avril 1978, à l'initiative de trois ouvriers

dissidents émigrés, dont Victor Fainberg, les quatre centrales syndicales françaises s'étaient engagés à un soutien moral. La répression a continué sans qu'une action prolongée et efficace ait suivi des prises de positions qui sont restées verbales. Nous ne devons pas permettre que les nouvelles tentatives de démantèlement du syndicalisme indépendant puissent aboutir.

— Dans les sections syndicales, sur nos lieux de travail, nous devons dénoncer la répression qui frappe des ouvriers qui osent lutter et s'organiser en dehors des syndicats officiels qui ne les représentent plus contre un Etat d'oppression qui exploite les travailleurs dans leurs conditions de vie et de travail.

— Nous devons susciter des débats sur la situation imposée à la classe ouvrière sur la nature de cet Etat qui envoie au goulag des ouvriers qui exercent leurs droits les plus légitimes, celui de s'organiser contre un pouvoir qui ne les représente plus, mais qui défend les intérêts d'une nouvelle bourgeoisie installée à la tête de l'appareil d'Etat, du parti, des syndicats.

Ce soutien peut immédiatement prendre des formes concrètes : envoi de télégrammes de protestation auprès de Brejnev et des syndicats officiels ; signatures massives de pétition ; parrainage par des sections syndicales des groupes du SMOT et des syndicalistes condamnés.

Joëlle FECLAZ

● Nouvelles agressions racistes à Nice et à Gennevilliers

Alors que samedi soir, trois travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Nice étaient victimes d'une lâche agression raciste, où les auteurs avaient utilisé une voiture volée pour commettre leur acte, blessant grièvement l'un des travailleurs, un deuxième l'étant plus légèrement. Dimanche une nouvelle agression avait lieu.

Il était aux environs de 18 heures, lorsque Habib Sannour, qui se promenait, a vu soudain surgir d'un coupé 204 vert, deux hommes qui se précipitaient sur lui. Les deux personnages le rouèrent de coups avant de prendre la fuite à bord de leur véhicule. Habib a dû être admis d'urgence à l'hôpital ; il souffre, entre autres, d'une sérieuse blessure à l'œil gauche.

A Gennevilliers (Hauts-de-Seine), un travailleur marocain, OS dans les travaux publics, 48 ans et père de huit enfants, a été abattu samedi à 19 heures à coups de revolver alors qu'il sortait de chez lui pour aller faire des courses.

De son côté, Stoléro mène campagne contre le trop grand nombre d'immigrés en France.

● Corée du Sud : nouvelle arrestation d'un dirigeant de l'opposition

Kim Dae Jung, dirigeant de l'opposition en Corée du Sud, a été une nouvelle fois arrêté par le régime de Park Chung Hi. Kim Dae Jung avait déjà été enlevé et emprisonné plusieurs années et avait été libéré récemment. Il était devenu dirigeant du Nouveau Parti démocratique qui a pris position en faveur de la réunification pacifique de la Corée et de la reprise du dialogue avec la Corée du Nord. Kim Dae Jung est accusé d'avoir violé les décrets sur l'état d'urgence en prenant la parole au cours de deux réunions publiques de son parti. *Radong Simun*, journal de la République populaire démocratique de Corée, proteste contre cette arrestation et exige la libération de tous les patriotes coréens emprisonnés.

● Nouvelles arrestations anti-FLB

Le Taillanter, commissaire divisionnaire, patron du SRPJ de Rennes, a annoncé l'arrestation de huit personnes, présumées appartenir au FLB (Front de Libération de la Bretagne). Les huit suspects interpellés ont été transférés par avion lundi soir à Paris, pour y être déférés devant le parquet de la Cour de Sûreté de l'Etat. Les inculpés auraient reconnu avoir participé à dix-neuf attentats commis entre 1977 et 1979, la plupart ayant eu lieu dans le Finistère.

Au cours de cette opération de police, les flics auraient découvert un «arsenal» dans le centre de Quimper où ils auraient saisi deux pistolets mitrailleurs Sten, des cartouches, des détonateurs, des mèches lentes et 127 kilos d'explosif.

Le Taillanter, dont la résidence secondaire avait été soufflée récemment par un attentat revendiqué par le FLB, affirme (une fois de plus) qu'avec ce nouveau coup de filet, il a donné «un grand coup de balai», et que le FLB n'existerait plus... tout en précisant «mais l'histoire nous apprend qu'il subsiste toujours quelque chose pour poser des bombes»...

● Les indépendantistes polynésiens réclament le statut politique

Les sept militants indépendantistes polynésiens, lourdement condamnés (travaux forcés) par le tribunal de Papeete, pour des attentats et une mutinerie dans une prison, et détenus à Fresnes réclament le statut de détenus politiques. Un de leurs avocats a notamment déclaré : «Ils ne sont pas détenus, ce sont en fait des déportés. Ils sont loin de leurs familles, et personne, à part leurs avocats métropolitains, ne leur rend visite».

Le comité de soutien qui s'est créé à Paris, tout en dénonçant leurs conditions de détention, rappelait qu'avec les territoires d'Outre-mer, la France avait créé un statut qui «permet en fait de porter également atteinte aux droits de l'homme». Ainsi, les lois répressives y sont appliquées avec zèle, tandis que celles qui accroissent les garanties du citoyen sont, pour la plupart, inappliquées.

GREVE DE LA FAIM POUR LA LIBERATION D'UN MILITANT BRETON

Le chanteur breton Glenmor, et le directeur du journal *Combat breton*, Jean Le Calvez, ont commencé lundi soir une grève de la faim. Ils exigent la libération de Yann Puillandre, militant breton arrêté en juillet dernier, et depuis cette date en détention préventive.

Refugiés indochinois : déclaration commune des Neuf

Faisant part de leur «émotion devant les problèmes dramatiques que pose de façon sans cesse croissante l'exode massif» des réfugiés indochinois en provenance du Vietnam, du Cambodge envahi, et du Laos, les neuf pays de la Communauté européenne, dans une déclaration commune datée de lundi, demandent la convocation d'une conférence internationale, dans le cadre des Nations-Unies, afin d'étudier avec les pays concernés les solutions pratiques à cet exode.

Les Neuf se sont accordés également d'effectuer «sur tous les aspects de cette question une démarche auprès du gouvernement du Vietnam» et reprendront les discussions avec les pays asiatiques, notamment ceux appartenant à l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande).